

Compétition pétrolière et développement en Afrique : quels enjeux pour l'Europe et les Etats-Unis ?

Géraud Magrin

Juin 2006



Ce texte a été présenté à Paris, dans le cadre d'une conférence¹ organisée par le groupe de travail « Géopolitique » du Groupe des Belles Feuilles, à l'Assemblée nationale, le 30 juin 2006.

Le Groupe des Belles Feuilles est une association apolitique de jeunes professionnels désireux d'approfondir l'étude des questions européennes. Il concentre actuellement sa réflexion sur le renouveau des relations entre l'Europe et les Etats-Unis (voir www.gbf.net).

Géraud Magrin, ancien élève de l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud, est agrégé et docteur en géographie. Chercheur au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) basé à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal) depuis 2001, il s'intéresse particulièrement aux implications territoriales de la décentralisation et aux enjeux de l'essor des activités extractives (mines, pétrole) pour le développement, à partir de travaux menés en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

¹ Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur ; elles ne correspondent pas à une position officielle du CIRAD.

SOMMAIRE

| | |
|--|--------|
| Introduction | 4 |
| I/ Nouveau contexte pétro-politique et développement | 7 |
| A/ Les EU et l’Afrique : un intérêt récent influencé par l’or noir | 7 |
| B/ L’Europe et l’Afrique : des liens complexes en recomposition | 11 |
| C/ Nouvelles compétitions pétrolières | 15 |
| II/ A propos du cercle vicieux pétrole / sous-développement | 22 |
| A/ En avoir ou pas : enjeux pour les économies africaines | 22 |
| B/ Gouvernance et développement | 28 |
| C/ Entre Etats et niveaux locaux | 33 |
| III/ Le Tchad, modèle contrarié | 36 |
| A/ Une histoire pétrolière à l’image du pays | 36 |
| B/ Un projet modèle | 39 |
| C/ Rebondissements et perspectives | 44 |
| Conclusion | 47 |
| Sigles | 49 |
| Bibliographie | 50 |

Introduction

Lorsque le GBF m'a contacté pour me demander de présenter une conférence sur le thème, « Les Etats-Unis et l'Union Européenne face aux enjeux pétroliers en Afrique », j'ai été bien ennuyé. A la fois tenté d'accepter, parce que je m'intéresse de près aux enjeux pétroliers en Afrique depuis quelques années. Mais aussi sceptique quant à mes compétences dans ce domaine : je ne suis ni spécialiste de l'Union Européenne, ni, encore moins, des Etats-Unis ; de même que je ne suis ni politologue, ni économiste. Or, pour des raisons évidentes, ces deux familles disciplinaires sont les plus souvent interpellées autour des questions pétrolières.

Je suis géographe et travaille au Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui est un organisme de recherche français appliqué au développement rural dans le monde tropical (pays du Sud et outre-mer français). Après ma thèse portant sur les transformations du Sud du Tchad – région cotonnière récemment devenue pétrolière, on y reviendra – j'ai continué de m'intéresser aux relations entre activités minières (pétrolières et autres) et développement, en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ces réflexions prennent en compte les enjeux miniers pour les Etats, mais surtout leurs effets régionaux et locaux. J'ai par exemple coordonné au Tchad en 2005 l'étude du Plan de développement régional (PDR) de la zone pétrolière pour le compte du gouvernement, sur financement de la Banque mondiale.

J'ai proposé de modifier le titre de la conférence, qui devient : « Compétition pétrolière et développement en Afrique : quels enjeux pour l'Europe et les Etats-Unis ? ». Car la question qui m'intéresse le plus est celle du développement de l'Afrique dans un nouveau contexte pétrolier. Sans épiloguer sur le concept de développement, je me contenterais d'en donner une définition simple adaptée à la question traitée : le développement sera compris comme un processus d'amélioration du bien-être collectif. Nous traiterons ici du cas de l'Afrique subsaharienne : sous l'angle géopolitique et pétrolier comme sous celui des enjeux du développement, l'Afrique du Nord présente en effet des enjeux spécifiques plus proches de ceux du Moyen orient (Algérie et Libye sont membres de l'OPEP ; les activités pétrolières y ont été nationalisées dans les années 1970 au profit de compagnies nationales ; ces pays sont également très sensibles aux tensions politiques du monde arabo-musulman). Nous ne les aborderons pas directement ici.

Ce nouveau contexte pétrolier est ambigu : d'un côté, la hausse des cours des hydrocarbures, qui s'annonce durable, ainsi que le contexte géopolitique mondial – marqué par l'après guerre froide et la lutte contre le terrorisme – conduisent à une effervescence pétrolière en Afrique : de nombreux acteurs, au premier rang desquels de grandes compagnies états-uniennes, mais où on trouve aussi les opérateurs historiques européens et de nouveaux venus asiatiques, rivalisent pour la maîtrise des gisements sur une scène pétrolière africaine renouvelée par d'importantes nouvelles découvertes. L'Afrique ne représente pourtant que 10% du pétrole mondial, 5% pour l'Afrique sub-saharienne (à peu près autant en matière de production que de réserves), mais cela ne l'empêche pas de peser d'un poids significatif sur la scène pétrolière mondiale, incomparable par exemple avec celui de son coton (autre matière première pour laquelle les relations Afrique Europe Etats-Unis sont intéressantes à plus d'un titre).

Cette compétition semble de mauvaise augure en terme de développement : elle risque de renforcer cet ensemble d'effets pervers de l'or noir que l'on observe particulièrement dans les Etats pauvres, aux institutions faibles, que les médias qualifient souvent de « malédiction pétrolière » (Jacquet 2005) : économies déstructurées par le poids excessif de l'or noir, corruption généralisée, atteintes à l'environnement et aux droits de l'homme dans les zones de production, voire conflits.

D'un autre côté, un ensemble d'initiatives gouvernementales, issues de la société civile ou d'organisations internationales – l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), le mouvement « publiez ce que vous payez » ou certaines interventions de la Banque mondiale – militent pour un comportement plus transparent et responsable des sociétés minières et des Etats impliqués dans les activités extractives, afin que celles-ci produisent de meilleurs résultats en termes de développement.

La tension entre ces deux éléments de contexte est à situer par rapport à ce qui constitue, aujourd'hui plus que jamais, la question centrale où se joue l'avenir de l'Afrique dans la mondialisation : comment faire pour que ce continent, pourvoyeur dominé de matières premières depuis un siècle pour l'économie mondiale, valorise enfin ses ressources – notamment minières – pour amorcer une industrialisation associée à des services modernes, sans laquelle tout développement de long terme serait illusoire ? Comment passer de la

redistribution improductive de la rente dans la consommation ou les circuits clientélistes à l'investissement ?

Les deux principaux pôles économiques mondiaux que sont les Etats-Unis et l'Union Européenne ont un besoin vital de pétrole. Mais ni les enjeux pétroliers ni les enjeux du développement en Afrique ne se traduisent pour eux dans les mêmes termes. Les Etats-Unis – un pluriel qui renvoie à un Etat singulier - sont le premier consommateur mondial de pétrole. Face aux perspectives de tension durable sur le marché mondial des hydrocarbures, ils ont fait le choix de stimuler l'offre pour sécuriser leurs approvisionnements. L'Afrique occupe pour eux une place particulière dans cette stratégie de puissance. En revanche, les interventions des Etats-Unis pour le développement de l'Afrique sont discrètes et récentes. L'expression *trade not aid* les résume assez bien.

Dans le domaine du pétrole comme dans d'autres, l'Europe se décline dans un singulier qui renvoie à des réalités étatiques plurielles. Autrement dit, jusqu'à une date très récente, on y comptait autant de politiques pétrolières que d'Etats membres. La même diversité s'observe du côté des politiques africaines : inexistantes ici (Irlande), riche et tumultueuse là (France), intermittente ou récente ailleurs (Royaume Uni, Espagne). L'Union Européenne, en revanche, s'est investie depuis longtemps dans l'aide au développement, notamment en Afrique, dont elle constitue un des principaux acteurs multilatéraux.

A première vue, on pourrait donc être tenté de classer les attitudes respectives des Etats-Unis et de l'Europe en matière d'influence de l'exploitation pétrolière sur le développement à l'aune des deux dynamiques contradictoires identifiées précédemment : les premiers comme acteurs majeurs d'une compétition potentiellement déstabilisatrice, la seconde comme instance impliquée dans l'amélioration de la gouvernance pétrolière au service du développement. Il s'agira ici de questionner cette opposition probablement trop simple, tout en insistant sur les défis que pose la nouvelle donne pétrolière africaine pour le développement du continent, et sur le rôle que pourraient jouer les Etats-Unis et l'Union Européenne pour y répondre.

On commencera par rappeler le regard que portent les Etats-Unis et l'Europe sur le pétrole africain et les enjeux de développement du continent, en décrivant à grands traits la compétition qui s'y déroule pour le contrôle des ressources pétrolières. Puis, on analysera

différentes facettes du cercle vicieux du sous-développement, que l'exploitation pétrolière approfondit souvent en Afrique, à travers les effets perturbateurs du pétrole sur les économies, la gouvernance et les constructions nationales. On s'arrêtera alors sur le rôle éventuel des acteurs états-unis et européens, qu'ils soient publics ou privés, dans les processus étudiés. Enfin, on illustrera ces réflexions en présentant le cas du Tchad, nouveau producteur de pétrole qui résume bien les difficultés à mettre l'exploitation pétrolière au service du développement.

I Nouveau contexte pétro-politique et regards sur le développement

Il s'agit ici de mettre en perspective les enjeux pétroliers au sein des relations entretenues avec l'Afrique par l'Europe et les Etats-Unis. Car ceux-ci ne peuvent être considérés sans lien avec celles-là. La dépendance énergétique des deux ensembles à l'égard du pétrole est considérable : 75% pour l'Europe, près de 60% pour les Etats-Unis. Ces derniers sont un grand producteur, mais leur niveau de production décline régulièrement alors que leur consommation augmente. Si l'on rappelle que l'Europe dispose d'un potentiel nucléaire important, on peut considérer que la dépendance pétrolière des deux ensembles est comparable, et considérable.

A/ Les Etats-Unis et l'Afrique : un intérêt récent influencé par l'or noir

Les relations des Etats-Unis avec l'Afrique sont ténues. La communauté noire contribue certes à une conscience africaine sur la scène politique des Etats-Unis, mais celle-ci relève davantage de ressorts identitaires internes que d'une connaissance précise des enjeux africains. Ainsi, l'Afrique a longtemps été en marge de la politique extérieure américaine (Leriche 2003). Durant la Guerre froide, elle est un terrain d'affrontement secondaire, parfois par alliés interposés (France, Afrique du Sud). Lorsqu'ils se découvrent seul gendarme du monde après la fin de la puissance soviétique, les Etats-Unis se trouvent échaudés par l'expérience traumatisante de l'opération militaro-humanitaire *Restore hope* (1992), qui les conduit à quitter la Somalie en catastrophe.

A partir de la fin des années 1990, un tournant s'opère, marqué par des tournées africaines des présidents Clinton (1997) et Bush (2003). Il s'appuie sur certains des ressorts idéologiques de l'interventionnisme états-unien dans le monde : promouvoir la liberté, sous toutes ses formes : liberté politique (démocratie), religieuse, commerciale et d'entreprendre (Sébille-Lopez 2006).

La politique africaine des Etats-Unis au cours des dernières années peut se résumer à 4 axes liés entre eux (par ordre d'émergence) :

- la lutte contre l'islamisme, les Etats voyous et le terrorisme ;
- l'élargissement de la démocratie ;
- l'ouverture de l'Afrique à l'économie mondiale ;
- le développement de l'industrie pétrolière africaine, pour contribuer à la sécurité des approvisionnements des Etats-Unis.

Les Etats-Unis accordent peu de crédit aux formes classiques de l'aide publique au développement (APD) : elle s'établit à 0,16% de leur PIB. En 2004, 8 milliards de dollars ont été dépensés pour l'Afrique – à rapporter aux 87 milliards de rallonge accordée pour la guerre en Irak la même année (Sébille-Lopez 2006). Pour eux, la promotion de la démocratie et l'insertion dans les échanges mondiaux contribuent plus efficacement au développement. On peut remarquer à cet égard que l'Afrique constitue, et depuis longtemps, le continent le plus mondialisé : si elle représente moins de 2% des échanges mondiaux, l'économie africaine caractérisée par la production de matières premières et l'importation de produits manufacturés est parmi les plus profondément influencées par le système mondial. Comme disait l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo, il y a les mondialisateurs et les mondialisés. L'enjeu pour l'Afrique n'est pas de se mondialiser davantage, mais de se mondialiser mieux, c'est-à-dire de valoriser cette insertion dans le système mondial en terme de développement.

Quoi qu'il en soit, il est symptomatique de la conception états-unienne du monde que les deux outils principaux au service de ces objectifs (démocratie, ouverture économique) associent étroitement les deux dimensions. Il s'agit de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), initié en 2000 (Latreille 2003), et du Millenium Challenge Account, créé en 2002 (Boissenin 2003). L'AGOA consiste à accorder des préférences douanières sur le marché des Etats-Unis à certains Etats et à certains produits, pour attirer en Afrique des investissements étrangers. La liste des Etats bénéficiaires est revue annuellement en fonction d'un certain nombre de

critères : économie de marché, respect des normes de travail de l'OIT, des droits de l'homme ; démocratie, politique anticorruption, lutte contre les trafics et le terrorisme (Latreille 2003). De même, le Millenium Challenge Account est un fonds supplémentaire à l'APD existante, qui vise à canaliser l'aide dans les pays qui manifestent les meilleures dispositions en matière de démocratie et de lutte anti-corruption.

Je n'ai pas eu accès à une évaluation récente de l'impact de l'AGOA. Jusqu'en 2003, les principaux bénéficiaires ont été les pays pétroliers et quelques producteurs textiles. Si les exportations de l'Afrique vers les Etats-Unis ont augmenté d'un quart entre 2000 et 2005, il ne faut pas oublier que 80% de ces échanges sont pétroliers. Par ailleurs, les dispositions de l'AGOA sont ambiguës : la précarité liée à la révision annuelle de la liste des produits (pour protéger éventuellement l'économie des Etats-Unis) et à celle des bénéficiaires (en fonction du respect des conditionnalités) n'est pas favorable aux investissements (Latreille 2003).

Dans les faits, le premier objectif (lutte contre le terrorisme) et le dernier (développement pétrolier) semblent les plus importants. Avant le 11 septembre 2001, l'Afrique avait été le théâtre d'attentats anti-américains importants, à Nairobi et Dar es Salam. Ils soulignent le danger représenté par les *failed states* (Etats défaillants) pour la sécurité nationale des Etats-Unis. On assiste ainsi ces dernières années à une redistribution de la présence militaire états-unienne en Afrique, sous la forme de grandes bases (Djibouti à l'orée du Golfe persique, Sao Tome demain sur le Golfe de Guinée) et surtout d'une multiplication de points d'appui dans des zones jugées stratégiques (Sébille-Lopez 2006) – comme la zone Sahara-Sahel, objet de l'opération « Pan-Sahel », où l'on craignait une sanctuarisation de mouvements terroristes locaux sous le label d'Al Qaida. La sécurisation recherchée recoupe bien souvent la géographie pétrolière.

Le pétrole domine les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique. La puissance américaine représente 4,5% de la population mondiale, mais 25% de la consommation pétrolière. Les hydrocarbures constituent à la fois un pilier et une faiblesse de cette hyper-puissance. De ce fait, les Etats-Unis sont aujourd'hui le seul pays à avoir une politique énergétique d'envergure mondiale, avec les moyens économiques et militaires afférents (Sébille-Lopez 2006).

La fin des années 1990 marque un tournant dans la politique énergétique des Etats-Unis, qui sera confirmé par le contexte de l'après 11 septembre 2001. Il s'agit d'une période de crise

énergétique, marquée par des pénuries ponctuelles de pétrole et de gaz, des coupures de courant régulière dans certains Etats à forte charge symbolique comme la Californie - Etat pétrolier où s'incarne le mieux le mythe américain. En 1998, pour la première fois, les importations d'hydrocarbures dépassent 50% de la consommation. Au moment de son élection, la seule priorité clairement établie du président G.W. Bush (Sébille-Lopez 2006), dont la famille est issue des milieux pétroliers texans, comme chacun sait depuis le film pamphlet de Mickaël Moore Fahrenheit 317, est la politique énergétique. A partir de 2001 est ainsi élaborée une nouvelle politique nationale énergétique (National Energy Policy, NEP), adoptée sous forme de loi en 2005 (Energy Bill). Face à l'augmentation de la consommation énergétique des Etats-Unis et aux tensions existantes sur le marché mondial des hydrocarbures, il s'agissait de choisir entre deux options : mettre l'accent sur les économies d'énergie et le développement des énergies alternatives, ou augmenter les importations.

C'est cette seconde option qui fut retenue. L'objectif du gouvernement américain consiste alors à stimuler l'offre mondiale, et notamment sa diversité, pour diminuer la dépendance envers le Moyen Orient. Sur un marché pétrolier très mondialisé, les « barils marginaux », c'est-à-dire ceux qui viennent en appoint des grands producteurs du Golfe persique ou du Golfe du Mexique – ont une grande influence sur les prix. Deux zones géographiques sont identifiées comme stratégiques dans cette perspective : la Caspienne, et surtout l'Afrique.

Au début 2002, un *think thank* (IASPS, Institute for Advanced Strategic and Political Studies), mis à contribution dans le cadre de la réflexion sur la nouvelle politique énergétique, publie un livre blanc intitulé : *African Oil, A priority for US National Security and African Development*. Le lien explicitement établi entre la sécurité nationale des Etats-Unis et le développement de l'Afrique méritera d'être interrogé, on y reviendra. Il est prévu de faire passer la part de l'Afrique dans les approvisionnements pétroliers des Etats-Unis de 15% (équivalent de l'Arabie saoudite) aujourd'hui à 25% d'ici 2015. Il n'est pas étonnant que la puissance militaire américaine soit sollicitée pour contribuer à établir les conditions de sécurité requises. La création de cet environnement favorable à l'investissement pétrolier dépasse les seuls aspects militaires : en Guinée équatoriale, les compagnies pétrolières états-uniennes contribuent au processus de délimitation des frontières entre Sao Tome, Nigeria, Cameroun et Gabon. Une fois obtenues les garanties sur la sécurité politique et juridique des investissements, une société de sécurité (MPRI) proche de l'armée américaine en assurera la sécurité physique (Donner 2004). La nouvelle politique pétrolière en Afrique se traduit ainsi

par l'intervention d'acteurs états-unis multiples, publics ou privés, concourant aux mêmes buts. Cela étant, si les compagnies pétrolières américaines sont bien représentées dans la nouvelle compétition pétrolière africaine, cela ne peut être interprété comme une volonté états-unienne de contrôle exclusif des ressources. L'enjeu, une fois encore, est le développement de l'offre.

B/ L'Europe et l'Afrique : des liens complexes en recomposition

Les relations entre l'Afrique et l'Europe sont autrement riches et complexes du fait de l'héritage de la colonisation. Cela étant, l'Afrique ne représente pas du tout la même chose pour les 25 Etats de l'Union Européenne actuelle. 7 ont un passé colonial africain (France, Royaume Unie, Belgique, Allemagne, Portugal, Espagne, Italie). Mais ce passé y est plus ou moins présent selon la durée et l'importance de l'épisode colonial : essentiel pour une France qui y voyait le moyen et le signe de sa puissance, relativement important pour la Belgique et le Portugal, beaucoup moins pour l'Angleterre, dont le centre de gravité de l'empire se situait en Asie ; accessoire enfin pour les autres, dont le contrôle fut de courte durée ou de faible extension géographique. Cela étant, pour l'ensemble de ces pays, ce passé reste présent. Il se manifeste par des liens politiques, économiques, culturels ou migratoires. Au-delà des Etats, les sociétés civiles nationales (ONG, Eglises) y jouent un rôle particulier. En revanche, pour les 18 autres pays de l'Union européenne, l'Afrique est une réalité plutôt lointaine et abstraite, même si les pays scandinaves sont les meilleurs contributeurs de l'aide publique au développement. L'acuité de la question migratoire pourrait contribuer à étendre la sensibilité aux questions du développement de l'Afrique au sein de l'Union.

L'Union européenne est un acteur majeur de l'aide publique au développement en Afrique. Ses interventions sont parmi les moins critiquées : moins directives que celles de la Banque mondiale, moins intéressées que les coopérations bilatérales, elles déclinent investissements dans les infrastructures (routes), appuis aux secteurs prioritaires (éducation, santé, développement rural, environnement) et à l'amélioration de la gouvernance (démocratisation, décentralisation). Comme pour l'ensemble de l'aide, son poids est néanmoins à relativiser : avant la réforme de la Politique agricole commune de 2003, l'aide par vache laitière communautaire était supérieure à l'aide par habitant de l'Afrique, qui était de 8 euros (Smith 2003).

La taille de leurs empires coloniaux africains et la localisation des gisements d'hydrocarbures donnent à deux pays européens, le Royaume-Uni et la France, une place particulière dans cette réflexion sur pétrole et développement en Afrique.

Après les indépendances des années 1957-1960, la politique africaine du Royaume-Uni a été longtemps inexistante, en dehors de liens ténus conservés au sein du Commonwealth. Une inflexion se dessine au même moment qu'aux Etats-Unis, dans la deuxième moitié des années 1990, sous l'impulsion du New Labour de Tony Blair (Gaulme 2003). Une nouvelle institution à mi-chemin entre ministère de la coopération et agence de développement est créée, le DfID (Department for International Development). Dirigé par une forte personnalité, Clare Short, elle a en charge la coordination de la politique de développement britannique. En rupture avec une longue tradition diplomatique, celle-ci met en avant les dimensions éthiques par rapport à la seule défense des intérêts nationaux. Cette dynamique est en phase avec une société civile dynamique, organisée autour de l'Eglise anglicane et de nombreuses ONG très puissantes (Oxfam, Save The Children, Global Witness, Christian Aid).

Ainsi, le Royaume-Uni milite pour l'annulation de la dette, l'augmentation de l'aide publique au développement, la lutte contre la pauvreté et la corruption. Les principaux bénéficiaires de l'aide britannique sont en principe des pays caractérisés par leur retard économique et la bonne volonté de leurs gouvernements dans les domaines précités. Ce sont par exemple le Malawi, la Tanzanie, l'Ouganda, le Ghana, ou des pays en situation de post conflit comme le Rwanda ou la Sierra Leone.

Le gouvernement britannique est également à l'origine de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE ; ou EITI, *Extractive industries transparency initiative* en anglais), en 2003, qui concerne directement la question pétrolière. Cela étant, c'est sans doute au moins autant l'expérience sierra léonaise – où les « diamants du sang » ont permis de financer les activités des belligérants – que celles de pays pétroliers qui a été le terreau de cette initiative. Il s'agit d'inciter les compagnies minières et pétrolières à déclarer les sommes versées aux gouvernements, cette transparence devant contribuer à une amélioration globale de la gouvernance. Cette politique ne semble ainsi guère liée aux enjeux pétroliers.

L'importance de la relation entre la France et l'Afrique est bien connue. De la Deuxième Guerre mondiale aux années 1990, l'influence française en Afrique est garante de sa situation de puissance mondiale. Elle y maintient des bases militaires, des milliers de coopérants, des marchés plus ou moins protégés pour les entreprises françaises, des régimes au pouvoir. Le bilan que l'on peut tirer de ces relations est très ambigu.

La « Françafrique », terme utilisé en un sens positif par le premier président ivoirien Félix Houphouët Boigny pour désigner l'étroitesse et le caractère multiforme de ces liens, a ensuite été utilisé pour désigner tous leurs travers, notamment par les associations Agir Ici et Survie, dirigée par François Xavier Verschave. La relative stabilité du « pré-carré » africain (aucune guerre civile avant 1990, en dehors du Tchad) n'a permis ni la consolidation d'Etats stables et démocratiques, ni des processus de développement solides.

Dans les années 1990, la perte de la rente géopolitique liée à la guerre froide montre la fragilité d'une Afrique priée de se démocratiser à marche forcée. L'aide française diminue. La crise ivoirienne sanctionne la difficulté pour la France à trouver la bonne distance : elle ne peut se désengager totalement, du fait notamment de ses intérêts économiques et des liens humains (Français d'Abidjan, Ivoiriens de France) qu'elle conserve avec la Côte d'Ivoire, mais n'a plus les moyens d'intervention et le pouvoir dont elle disposait autrefois. Si elle n'agit pas, on le lui reproche. Si elle agit, on le lui reproche aussi, alors même qu'elle n'en a plus les moyens. L'ouvrage *Comment la France a perdu l'Afrique*, du journaliste Stephen Smith (2005), décrit bien la situation et les atermoiements de la politique française actuelle en Afrique, en panne d'inspiration. L'augmentation régulière de la contribution française au Fonds européen de développement est une réponse à cette crise. Cela pourrait fournir une issue, à condition que l'effort d'élaboration d'une véritable politique africaine se déplace vers le niveau européen.

La question pétrolière est secondaire dans les relations entre l'Europe et l'Afrique. Il est symptomatique que l'ouvrage récent de Philippe Sébille-Lopez consacré à la géopolitique du pétrole dans le monde ne consacre aucun chapitre à l'Europe. Par ailleurs, l'Afrique du Nord représente une grande importance pour les approvisionnements européens en pétrole et en gaz. Les liens historiques de la France et de l'Italie avec l'Algérie et la Libye ont fortement contribué au développement de leurs industries pétrolières respectives. Si des compagnies pétrolières européennes sont actives depuis longtemps en Afrique, le continent noir ne

représente pas globalement une source d'approvisionnement perçue comme stratégique. L'importance du pétrole dans les relations franco-africaines constitue donc une exception.

La conscience de la dépendance française vis-à-vis du pétrole est née durant la Première Guerre mondiale. La Compagnie française des pétroles (qui devint Total en 1984) fut créée en 1924 pour y répondre. Dans les années 1930, la SPAEF (Société des pétroles d'Afrique équatoriale française) mena de premières explorations dans les bassins du Gabon et du Congo. Elf naquit en 1965 à partir notamment de la SPAFE (Société des pétroles d'Afrique équatoriale), comme compagnie nationale au service d'un Etat consommateur. Celui-ci développait alors une stratégie de contrôle de ressources bien identifiées (Gabon, Congo, Cameroun, Nigeria) appuyée sur son influence politique. Les réseaux d'Elf aquitaine, souvent qualifiée d'« Elf africaine », étaient au cœur d'un système où se mélangeaient raison d'Etat, affairisme et clientélisme politique, au Nord comme au Sud. Ils formaient l'ossature de la « Françafrique », et ont été notamment dénoncés par les écrits du journaliste Pierre Péan (*Affaires africaines*) ou de François Xavier Verschave (*Noir silence*, etc), puis popularisés à travers des films comme *l'Ivresse du pouvoir*, de C. Chabrol. Les scandales des années 1990 autour de l'affaire Elf ont eu leur rôle dans l'absorption de cette dernière par Total en 1999. Ils conduisent à un nouveau contexte caractérisé par l'affaiblissement des liens entre l'Etat et les compagnies pétrolières.

En définitive, l'Europe n'a guère pour le moment de stratégie collective en matière d'approvisionnement énergétique, pas plus qu'elle n'aurait une politique pétrolière commune. Des initiatives timides en ce sens ont eu lieu à la faveur du choc pétrolier esquissé depuis 2 ans. Il s'agit par exemple du discours récent de Thierry Breton (janvier 2006), plaidant pour une politique européenne centrée sur la sécurité des approvisionnements. Mais l'Afrique n'apparaît pas au cœur de ces enjeux, du moins pas directement. Le principal problème que pose l'Afrique aujourd'hui à l'ensemble de l'Europe, quels que soient le passé africain de ses membres, est celui des migrations, donc, implicitement, de son développement. Or, nous le verrons, la question énergétique et pétrolière occupe une place importante, parmi d'autres, dans l'équation complexe du développement.

C/ Nouvelles compétitions pétrolières sur la scène africaine

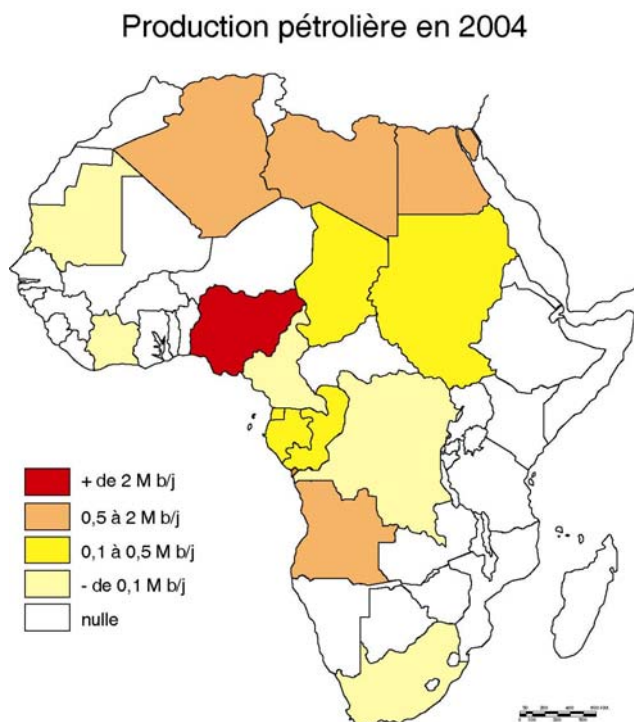
La croissance démographique des pays du Sud associée à la croissance économique – notamment dans les pays émergents géants comme la Chine et l’Inde – se traduit par une hausse sensible de la demande mondiale de pétrole. Les incertitudes géopolitiques du Moyen Orient se conjuguent avec cette tendance pour donner à tout gisement secondaire une dimension stratégique. Les prévisions de maintien durable des cours des hydrocarbures à un niveau élevé encourageant des activités de prospection et d’exploration un peu partout. Les côtes africaines sont parmi les plus convoitées. Une âpre concurrence oppose opérateurs historiques et nouveaux venus.

1/ Les atouts du pétrole africain

L’Afrique entière représente 9,4% des réserves mondiales de pétrole en 2004, soit autant que le seul Irak. Ces réserves sont très inégalement distribuées : le Nigeria et la Libye, à eux seuls, en recèlent les deux tiers. L’Afrique sub-saharienne ne pèse qu’environ 5% des réserves mondiales, situées pour l’essentiel dans le Golfe de Guinée (55 milliards de barils). La production en 2004 atteint presque 5 millions de b/j (6,2% de la production mondiale). Mais le potentiel de croissance de cette production est important : on pourrait atteindre 8-9 millions de barils d’ici 2010 (Chevalier 2005).

Pour ses utilisateurs, notamment états-uniens et européens, le pétrole du continent noir offre un certain nombre d’avantages. Si son coût d’exploitation (souvent 10\$ le baril, contre 1-2\$ au Moyen Orient) ne semble pas très compétitif, le brut africain est avantagé par sa position géographique : le temps de transport vers l’Europe et les Etats-Unis est moins élevé que celui des huiles du Moyen Orient. Il n’a pas non plus à franchir de détroits dangereux, à forte sensibilité géopolitique. De même, les progrès techniques récents augmentent de manière significative la part de production *off shore*, donc à l’abri de troubles éventuels. Dans des pays comme l’Angola ou le Congo Brazzaville frappés par des guerres civiles, la production n’a pas été affectée, même aux pires moments de ces conflits. Enfin, les pétroles africains sont généralement peu souffrés, et ainsi facilement utilisables par les raffineries des Etats-Unis.

Carte 1²



Source : d'après Sébille-Lopez 2006.

La structure de la production apparaît également favorable aux compétitions pétrolières. En dehors du Nigeria, les pays africains ne sont pas membres de l'OPEP. Même si certains pays possèdent des compagnies nationales, l'Afrique offre les dernières réserves appartenant au secteur concurrentiel de l'industrie pétrolière internationale (Copinschi, Noël 2005). Ailleurs, au Moyen Orient, en Afrique du Nord, en Russie, au Venezuela ou au Mexique, le pétrole est le fait de compagnies nationales. Elles contrôlent 80% des réserves et 70% de la production mondiale, les compagnies privées se contentant du reste. Au sein du secteur privé, 5 *majors* (Exxon Mobil, Shell, BP, Chevron Texaco, Total) occupent une place prépondérante. Ainsi, le Golfe de Guinée fournit 30% de l'activité amont (prospection production) de Total, 35% de celle de Chevron, 15% de celle de Shell. De plus, dans la plupart des cas, les Etats africains sont en position de faiblesse vis-à-vis des compagnies pétrolières : ils ne disposent pas d'une expertise nationale suffisante pour défendre au mieux leurs intérêts, dans un contexte où les compagnies peuvent faire jouer la concurrence entre pays pour négocier des conditions avantageuses. Le Nigeria et l'Angola constituent des exceptions de ce point de vue, car

² Merci à Denis Gautier pour la réalisation des cartes 1 à 4.

l'importance des ressources leur donne des marges de manœuvre conséquentes face aux *majors*.

2/ Nouveaux acteurs

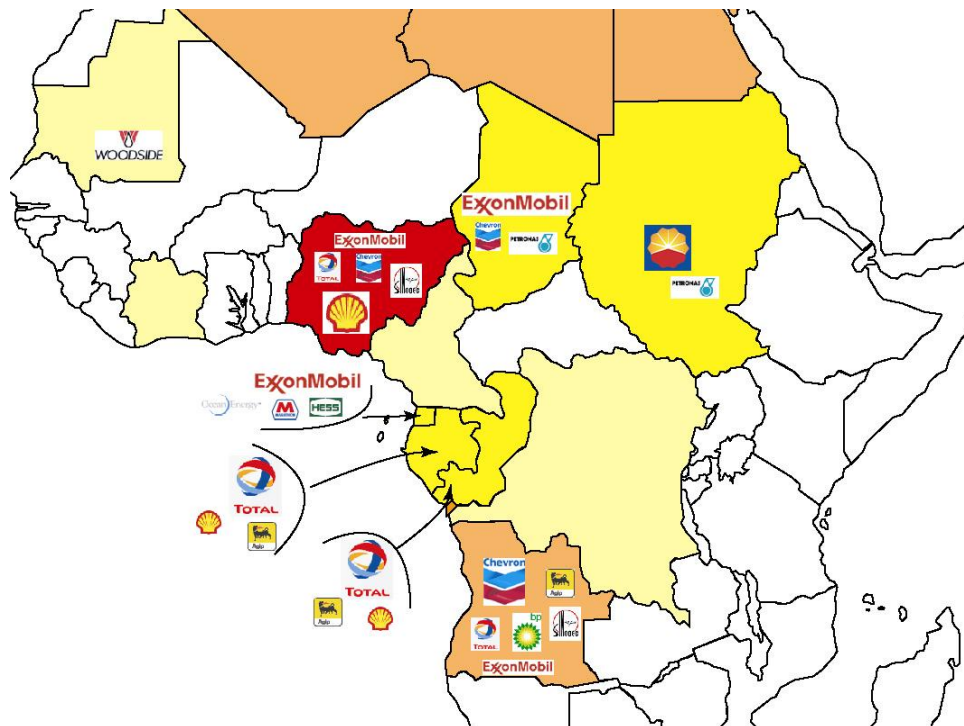
La géographie des compagnies pétrolières en Afrique se met en place dans les années 1930 dans un contexte colonial. Shell et BP au Nigeria, la SPAE (Elf) au Gabon et au Congo, la Gulf (ancêtre de Chevron) en Angola mènent de premières prospections dans des conditions rendues difficiles par l'insuffisance des infrastructures et l'abondance du couvert forestier des plaines sédimentaires littorales (Pourtier, 2003). L'exploitation débute vraiment dans les années 1950. Son intensité augmente après les chocs pétroliers des années 1970. Les *majors* doivent alors faire face à l'émergence de compagnies nationales et à la concurrence des autres *majors*. L'effervescence pétrolière qui règne en Afrique depuis la fin des années 1990 conduit à un renouvellement des acteurs. A côté des héritages des anciennes chasses gardées coloniales s'immiscent de nouveaux venus. On peut distinguer aujourd'hui quatre catégories d'acteurs :

Les compagnies nationales (NNPC au Nigeria, SNPC au Congo, Sonangol en Angola) se sont développées à partir des années 1960 ou 1970. Après avoir longtemps recherché des *joint ventures*, elles favorisent aujourd'hui des contrats de partage de production, qui laissent aux compagnies étrangères les charges d'investissement, en échange d'une part de la production.

Les *majors* sont européennes (une anglo-hollandaise, une britannique, une française) et américaines. Côté européen, Shell est encore très bien implantée au Nigeria et très présente au Gabon. BP a une présence discrète en Afrique (Angola), depuis que ses installations du Nigeria ont été nationalisées dans les années 1970. Elf était historiquement très implanté au Gabon et au Congo. Depuis son absorption par Total en 1999, les dimensions politiques comptent moins que par le passé et l'accent est mis sur les potentiels les plus prometteurs, où se joue l'essentiel de la compétition pétrolière : le Nigeria et l'Angola. Côté américain, Chevron Texaco est particulièrement présent en Angola et au Nigeria. Mais c'est l'arrivée en force d'Exxon Mobil dans le Golfe de Guinée au cours des dernières années qui constitue l'élément le plus nouveau. La première entreprise privée du monde s'est solidement implantée au Nigeria et en Angola. En Guinée Equatoriale et au Tchad aujourd'hui, à Sao Tome prochainement, elle a acquis rapidement des positions dominantes.

Parmi les nouvelles venues se trouvent un assez grand nombre de compagnies dites indépendantes. Moins grandes que les *majors*, elles ont des origines diversifiées : souvent états-uniennes, mais aussi australiennes, canadiennes ou européennes (Norvège, Danemark Royaume Uni, France, Espagne). Elles ciblent généralement des segments de marchés d'où les *majors* sont absentes : soit l'exploitation de gisements en fin de cycle, qui ne sont plus rentables pour les grandes compagnies, soit des activités de prospection pionnières qu'elles pourront exploiter pour elles-mêmes (Woodside en Mauritanie) ou revendre à des *majors* si elles n'ont pas les moyens d'exploiter (Encana au Tchad).

Carte 2 : Implantation des compagnies pétrolières



Source : d'après Sébille-Lopez 2006.

Enfin, on trouve des compagnies nationales de pays émergents, notamment la Malaysia (Pétrobras) et la Chine. Alors que les besoins énergétiques de la Chine vont passer de 10 à 20% de la demande mondiale entre 2000 et 2010 (Sébille-Lopez 2006), la Chine est devenue le deuxième importateur de pétrole africain, derrière les Etats-Unis. L'Afrique lui fournit 25% de ses importations, contre 15% il y a 20 ans. Ces compagnies cherchent autant à acquérir une expérience et des technologies à l'international qu'à contrôler des sources

d'approvisionnement exclusif (Lafargue, 2005). Trois compagnies nationales chinoises interviennent partout où elles le peuvent, sur différents segments du marché : dans des pays en déclin comme le Gabon ou dans des pays prometteurs comme l'Angola, ou encore dans des Etats au ban de la communauté internationale comme le Soudan. Ce faisant, elles servent la stratégie d'élargissement de l'offre des Etats-Unis (Sébille-Lopez 2006).

3/ Nouvelles géographie pétrolière

L'importance des différents acteurs varie selon le contexte géographique de l'exploitation. Quatre situations peuvent être distinguées. Le *off shore* profond est le domaine réservé des grandes *majors*, du fait des moyens technologiques et financiers nécessaires. Exxon est ici en position de force. Le *off shore* côtier et la production littorale est encore le domaine de prédilection des opérateurs historiques (Shell Total Chevron), même si les indépendants y progressent. Enfin, en contexte de continentalité marquée (Tchad, Soudan), les *majors* s'associent avec des indépendantes ou des asiatiques.

La hiérarchie des pays producteurs connaît également un renouvellement partiel. Les premiers ne sont pas menacés. Le Nigeria domine plus que jamais la scène pétrolière africaine. La démocratisation, en 1999, a fortement dynamisé les activités pétrolières (prospection, exploitation). Les réserves prouvées passent de 17 milliards de barils en 1984 à 35 en 2004. La production était de l'ordre de 2,5M b/j en 2005, dont la moitié est destinée aux Etats-Unis, environ 25% à l'Europe.

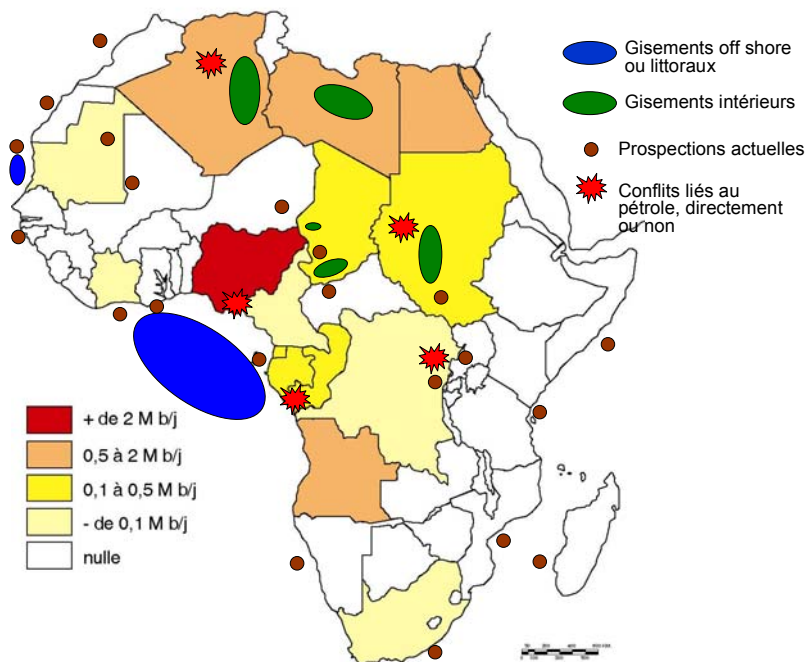
L'Angola apparaît comme un dauphin solide, qui offre un énorme potentiel pétrolier et gazier encore inexploité. Il attire tous les types d'acteurs identifiés, américains, européens et asiatiques. Sa production actuelle est de l'ordre de 1 million de b/j. Chevron Texaco domine surtout à Cabinda, associé à Sonangol (la compagnie nationale), Agip et Total. Exxon Mobil est l'opérateur d'un grand bloc (bloc 15) d'*off shore* profond avec BP, Agip et une compagnie norvégienne. Total est opérateur du bloc 17, en association avec Exxon, BP, Statoil et Norsk Hydro (Norvège).

La Guinée équatoriale fait figure de nouvel *eldorado*. Si l'espagnole Cepsa a participé aux premières découvertes, la Guinée apparaît aujourd'hui comme une chasse gardée des compagnies des Etats-Unis. La production a explosé à la toute fin des années 1990, pour

atteindre 350.000 b/j en 2004. Deux tiers des concessions ont été attribuées à des opérateurs considérés comme proche de l'administration Bush, d'après une enquête du journal *The Nation* de New York d'avril 2002 (Sébille-Lopez 2006 : p. 174). A côté d'Exxon, on trouve notamment des indépendantes importantes comme Marathon oil, Ocean Energy, Amerada Hess. Un autre petit Etat insulaire voisin de la Guinée équatoriale, Sao Tome, devrait bientôt devenir également producteur, dans le contexte d'une exploitation conjointe avec le Nigeria présentée comme un modèle du genre en matière de coopération régionale, et appuyée par les Etats-Unis.

Carte 3

Exploitations et explorations pétrolières



Source : d'après Magrin 2003 et Sébille-Lopez 2006.

Parmi les nouveaux pays producteurs se trouvent aussi des Etats possédant des gisements enclavés, comme le Soudan (300.000 b/j) et le Tchad (200.000 b/j). L'intérêt économique promis par les perspectives haussières des cours y ont fait oublier le risque géopolitique majeur auquel ces pays sont soumis, on y reviendra.

Dans un dernier groupe de pays, enfin, la production pétrolière a commencé à diminuer. Il s'agit principalement du Congo Brazzaville, du Gabon (tous deux environ 240.000 b/j) et du Cameroun (60.000 b/j). Domaine traditionnel de Total, Shell, Agip et Chevron, ils deviennent intéressants pour les indépendantes.

Il est difficile de dresser un tableau des prospections en cours : on cherche partout dans et autour de l'Afrique, en mer (Sahara occidental, Mauritanie, Sénégal, Ghana, Côte d'Ivoire, Mozambique, Madagascar, Somalie) ou sur terre (sur la crête Congo Nil (Lac Albert Ituri) comme au Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad).

En conclusion, il semble que cette effervescence pétrolière qui s'est emparée de l'Afrique soit surtout marquée par une montée en puissance des entreprises des Etats-Unis et des compagnies asiatiques. Les opérateurs européens semblent modestes – BP et l'italien Eni sont peu présents – ou sur la défensive, même si Total et Shell maintiennent tout de même des positions importantes. C'est que les priorités d'approvisionnement des pays de l'Union européenne vont ailleurs (Norvège, Russie, Afrique du Nord, en plus du Moyen Orient). L'ouverture à la concurrence, amorcée dans les années 1970-80, amplifiée dans les années 1990-2000, a certes bénéficié aux entreprises américaines. Mais ce n'est pas le résultat d'une stratégie d'ensemble de leur part. Il n'y a pas de concurrence entre puissances pour l'accès au pétrole africain, mais une concurrence entre compagnies du monde entier, où les entreprises étatsuniennes sont particulièrement bien placées (Copinschi, Noël 2005).

II/ A propos du cercle vicieux pétrole / sous-développement

A/ En avoir ou pas : enjeux pétroliers pour les économies africaines

Même si la consommation énergétique de l'Afrique est faible, tous ses Etats sont aujourd'hui pétro-dépendants : soit parce qu'ils n'ont pas de pétrole, soit parce qu'ils en ont, et qu'à ce titre cette ressource occupe une place très importante dans leur économie.

1/ Pétro-dépendances africaines

La nature et le niveau de la consommation énergétique sont à la fois un symptôme et un facteur du sous-développement de l'Afrique. La consommation énergétique en Afrique subsaharienne est estimée à 0,5 tep /an / habitant, contre 4 en Europe et 8 aux Etats-Unis. De plus, les énergies issues des matières premières renouvelables (bois et charbon de bois) occupent une place prépondérante dans le bilan énergétique de bien des Etats : leur part est d'autant plus forte que le niveau de développement est faible. Elle s'établit à 80-90% de la consommation énergétique dans les pays du Sahel intérieur (Mali, Niger, Tchad), qui appartiennent au groupe des Pays les Moins Avancés.

L'Afrique semble pouvoir se diviser en deux groupes de pays du point de vue du pétrole : les exportateurs et les importateurs. Les premiers sont souvent caractérisés par une croissance sans développement. Les seconds sont très vulnérables à la volatilité des cours (Chevalier 2005). Mais cette distinction est à relativiser : la plupart des pays exportateurs sont également importateurs de produits raffinés.

La part du pétrole est considérable dans l'économie de presque tous les pays producteurs : il représente 80 à 90% de la valeur des exportations (Nigeria, Angola, Guinée équatoriale, Gabon, Congo, Tchad) et 40 à 50% des PIB (davantage en Guinée Equatoriale, moins au Tchad et au Cameroun) (Rosselini 2005). Sa part dans les ressources budgétaires de l'Etat varie de 25% au Cameroun à 88% au Nigeria, avec souvent entre la moitié et les trois quarts. On peut finalement distinguer trois situations pétrolières en Afrique : les Etats non producteurs, les Etats rentiers, où l'économie et le système politique sont très fortement structurés par la redistribution de l'or noir, et une catégorie intermédiaire d'Etats producteurs

à un niveau limité ou dans des conditions qui font du pétrole un élément parmi d'autres de l'équation économique nationale (Tchad, Cameroun, Mauritanie, Soudan).

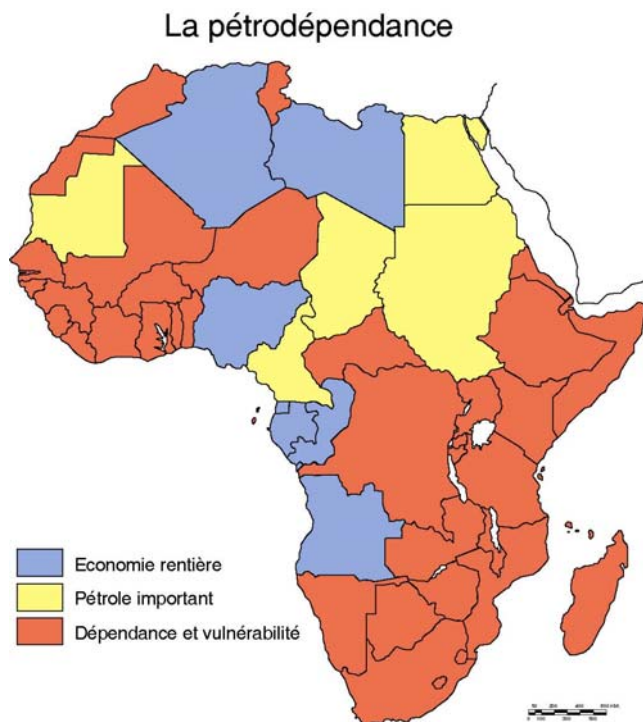
Les variations importantes des cours du pétrole, gênantes dans les pays riches, ont des conséquences catastrophiques dans les pays pauvres. Car les Etats n'ont pas les moyens de les amortir. Dans les pays producteurs, le contre choc pétrolier de 1986 a été catastrophique. Les économies ont ensuite végété dans le contexte morose des années 1990. Pour les pays africains non producteurs, le prix élevé de l'électricité est un obstacle majeur à l'industrialisation. Ainsi, on déplore souvent que le coton africain soit exporté sans transformation. Mais le tissu des industries textiles africaines – filature et tissage – développé dans les années 1960-70 a été lourdement pénalisé par la hausse du prix du carburant, donc de l'électricité, à la faveur des chocs pétroliers successifs. Or, la géographie des pays producteurs de coton ne recoupe pas celle de la production d'énergie (d'origine hydrique ou pétrolière), les potentiels ne sont pas partout exploités (Guinée Conakry), et les réseaux ne sont pas interconnectés. Les pays cotonniers soudano-sahéliens comme le Mali, le Burkina ou le Tchad, disposent ainsi d'une des électricités les plus chères du monde, du fait de leur dépendance vis-à-vis des importations, aggravée par leur position d'enclavement (Magrin 2001).

Finalement, les crises de l'énergie s'observent aussi bien dans les pays producteurs que dans les autres. Au Congo Brazzaville, l'insécurité qui régnait dans les années 1990 et au début des années 2000 occasionnait de fréquentes ruptures d'approvisionnement entre la raffinerie littorale de Pointe Noire et la capitale. Le trafic qui s'établissait avec Kinshasa s'avérait alors lucratif pour ses promoteurs, mais pas pour l'économie de la capitale congolaise, qui concentre un tiers des habitants et une bonne partie du potentiel industriel national. Si le Nigeria est riche en pétrole, il l'est aussi en contradictions. Le premier producteur africain (6ème mondial) dispose de 4 raffineries relativement modernes, capables en théorie de satisfaire deux fois la demande nationale, ainsi que celle des pays voisins (Tchad, République centrafricaine, voire Cameroun). Dans les faits, il importe régulièrement du carburant. Les subventions sur l'essence coûtent 2 milliards de dollars par an à l'Etat. Les hausses des prix et les grèves qu'elles provoquent ainsi que les interruptions d'approvisionnement causent des à-coups fréquents dans le fonctionnement de l'économie. Elles paralysent aussi totalement l'activité dans les pays voisins qui en dépendent. Au Tchad, en 1998, l'interruption des importations de carburant du Nigeria fut un des facteurs de la disette qui régna dans le Sud

cotonnier : les camions de la société cotonnière, paralysés, ne purent ramasser et donc payer le coton aux producteurs alors que le prix des céréales était encore bas (Magrin 2001).

Dans les pays non producteurs, l'augmentation des prix du pétrole a logiquement des effets désastreux. Le drame récent que vient de connaître la Guinée Conakry a des causes pétrolières : c'est une grève générale des fonctionnaires contre l'augmentation des prix des carburants (donc des transports collectifs) qui provoqua les manifestations d'étudiants réprimées dans le sang (20 morts, 80 blessés). Cela étant, à l'image du Congo Démocratique, le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest souffre de pénuries structurelles d'eau et d'énergie alors qu'il pourrait fournir de l'énergie à ses voisins. La dépendance pétrolière illustre alors seulement la sous valorisation des potentialités énergétiques, elle-même conséquence d'une incapacité de construction de l'Etat depuis l'indépendance. Dans un pays comme le Sénégal, prix de l'électricité et coupures de courant liées à la récente hausse des cours annihilent les ambitions de développement, aussi bien dans l'industrie que dans les services de pointe. Comment développer des télé-services compétitifs à l'échelle mondiale avec de telles incertitudes sur les prix et l'accès à l'énergie ?

Carte 4



Une des clés de l'équation énergétique africaine a été jusqu'ici peu sollicitée : le gaz. En effet, l'exploitation pétrolière s'accompagne presque toujours d'une production de gaz, qui peut-être ré-injecté pour les besoins de l'exploitation, exploité ou torché. Or, jusqu'ici en Afrique, faute de marchés régionaux suffisamment rentables, il a été principalement brûlé. Cette pratique, outre ses effets négatifs en matière d'effet de serre, semble aberrante du point de vue de pays producteurs qui souffrent de pénurie énergétique structurelle.

Quelques progrès se dessinent néanmoins en la matière. Une usine de liquéfaction de gaz naturel a été installée à Bonny au Nigeria en 1999 pour l'exportation vers l'Europe, et un peu vers les Etats-Unis. En 2004, 42% du gaz est encore torché, représentant un manque à gagner de 2 milliards de dollars. La Banque mondiale soutient un projet régional, le *West African Pipeline*, qui doit permettre d'acheminer du gaz du Nigeria vers le Bénin, le Togo et le Ghana pour la production d'électricité. Un autre projet (Nigal ou Transaharian Gas Pipeline, TSGL), plus difficile à réaliser vues ses dimensions, vise à transporter du gaz nigérian à travers le Sahara (Niger, Algérie) vers l'Europe (Sébille-Lopez 2006).

Photo 1 : Torchage du gaz à Komé (Tchad méridional)

Cliché : G. Magrin



2/ Rente et « malédiction pétrolière »

Différents types d'explications ont été proposées pour rendre compte des effets négatifs de l'exploitation pétrolière sur les économies. On a d'abord mis l'accent sur le *dutch disease*, ou syndrome hollandais, référence aux effets de l'exploitation du gaz de Groningue, dans les années 1950 : la hausse des exportations surévalue la monnaie et pénalise les autres exportations. Puis on s'est intéressé aux effets négatifs sur les investissements de la volatilité du taux de change. Enfin, l'accent a été mis sur les problèmes de gouvernance : dans des pays à institutions faibles, la rente alimenterait des systèmes clientélistes inefficaces en termes de développement (Collier, Hanke 2005). L'ensemble de ces observations est souvent synthétisé dans l'expression médiatique de « malédiction pétrolière », qui toucherait particulièrement l'Afrique.

Cela étant, la question de l'impact économique et social du pétrole implique une réponse nuancée. Le pétrole constitue le principal facteur de transformation des espaces et des sociétés dans les pays producteurs (Pourtier, Magrin 2005). L'interprétation de son rôle dans les processus de développement mérite d'être prudente.

De manière générale, les indicateurs de développement des pays producteurs ne sont pas meilleurs que ceux des pays non producteurs. Le Nigeria est 158^e sur 177 du classement mondial du PNUD selon l'Indicateur du développement humain (IDH) en 2005, tout juste devant le Sénégal, et seulement au 31^{eme} rang africain. L'Angola n'est que 160^e. La Libye (58^e), la Guinée équatoriale (121^e) ou le Gabon (123^e) – respectivement 2^e et 3^e d'Afrique sub-saharienne après l'Afrique du Sud - s'en sortent mieux. De fait, l'importance de la production pétrolière ne suffit pas à mesurer son impact en terme de développement. Le peuplement du pays est un paramètre important : les producteurs peu peuplés (Guinée Equatoriale, 500.000 habitants, Gabon, 1 million, Libye, 3,5 millions) sont avantagés par rapport au géant Nigérien (140 millions d'habitants aujourd'hui). Pour les pays producteurs, la rente à partager varie aussi selon la qualité du brut et sa position : l'*off shore* profond et les situations d'enclavement laissent les rentes les plus minces.

L'exploitation pétrolière a peu d'effets directs sur les économies africaines : elle nécessite peu d'emplois, induit peu d'activités, à l'exception peut-être du Nigeria, où le secteur aval a pu se développer un peu (4 raffineries, une unité de traitement du gaz). A partir de technologies et

de capitaux étrangers, les systèmes pétroliers fonctionnent sur le mode d'enclaves, qui s'organisent en archipel dont les pôles sont liés les uns aux autres et aux lieux de commandement mondiaux des compagnies pétrolières (Tulipe 2004). Les relations avec le territoire d'accueil sont réduites le plus possible. Elles passent en très grande partie par la redistribution de la rente.

Partout, cette ventilation de la rente par les canaux clientélistes de l'Etat se matérialise par l'urbanisation, l'investissement immobilier, les grands travaux. L'amélioration de l'éducation et de la santé qui accompagne la croissance des villes constitue une évolution positive. Mais l'irrégularité des revenus pétroliers signale la fragilité d'une urbanisation sans industrialisation, comme l'ont montré les crises du Congo Brazzaville dans les années 1990 (voir Pourtier 1998). On pourrait de même s'inquiéter de l'avenir d'un Gabon dont la baisse de la rente pourrait correspondre, comme en Côte d'Ivoire, avec la disparition du président qui cimentait l'unité nationale.

Quelques exemples illustrent cette ambiguïté des effets du pétrole sur l'économie en Afrique. Le Nigeria présente bien des symptômes du « syndrome hollandais ». Le pétrole y représente 40% du PIB, contre 15% il y a 10 ans ; il fournit 90% des devises, 70-80% des recettes budgétaires. Premier producteur d'Afrique depuis 4 décennies, il voit son PIB plafonner à 370 dollars par habitants. L'agriculture y a été négligée et les tentatives de développement industriel ont connu plus de revers que de succès. Le réseau routier y est néanmoins un des plus denses du continent, en dehors de l'Afrique du Sud. Très pauvre et très endetté, il n'est pas éligible à l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) du fait de l'importance de sa rente pétrolière, qui garantit sa solvabilité.

De même, en Angola, 2ème producteur d'Afrique sub-saharienne, 60% des jeunes ne sont pas scolarisés. Les dépenses d'éducation et de santé étaient de 3,4 et 4,9% entre 1997 et 2002. Le contexte de guerre ne suffit pas à expliquer des choix aussi peu influencés par les besoins du développement (Sébille-Lopez 2006).

Au Gabon, les retombées du premier choc pétrolier ont permis de financer le chemin de fer transgabonais, qui joue depuis un rôle structurant en matière d'aménagement du territoire. La rente a été largement redistribuée, même inégalement, contribuant à une urbanisation record en Afrique (75%) (Pourtier, Magrin 2005).

En Guinée Equatoriale, la montée en puissance rapide du pétrole à la charnière du siècle s'est accompagnée d'un déclin rapide des productions agricoles comme le café, le cacao ou le bois. Comme au Gabon 20 ans plus tôt, la rente se stérilise dans l'immobilier et les grands projets d'aménagement urbain (Malabo 2), ou encore les infrastructures de transport. L'économie est suspendue à la redistribution de la rente par l'Etat et à la consommation de produits importés (Donner 2004).

B/ Gouvernance et développement

On touche ici le cœur des enjeux pétroliers en Afrique. Au-delà de l'image simpliste de la « malédiction pétrolière », la question centrale est de savoir comment sortir d'un schéma où la rente est consommée et redistribuée à un schéma où elle serait investie en biens collectifs et en activités productives.

1/ L'opacité de l'or noir

L'opacité est une caractéristique structurelle du monde pétrolier (Sébille-Lopez 2006). La valeur des ressources, leur position cachée, les technologies concernées et les enjeux géopolitiques favorisent les rumeurs, les spéculations et les corruptions. Dans une aire géographique marquée comme l'est l'Afrique par la faiblesse des Etats, où le pouvoir s'exerce par la captation et la redistribution des ressources publiques dans des réseaux clientélistes – comme l'analysait JF Bayart dans *L'Etat en Afrique, la politique du ventre* (1989) -, il n'est guère étonnant que le pétrole ait amplifié ces dysfonctionnements.

De plus l'ère des démocratisations inaugurée au début des années 1990 semble défavorable au développement des pays pétroliers. En effet, des recherches récentes ont montré (Collier, Hoeffler 2005) que, dans les pays producteurs de ressources naturelles (notamment le pétrole), les compétitions électorales amplifiaient le clientélisme. En contexte de faible accès à l'information et de morcellement ethnique (fréquent en Afrique), il est plus intéressant pour le politicien d'acheter les leaders d'opinion que de fournir des biens collectifs. De plus, la rente pétrolière contribue à déconnecter les régimes politiques de leurs administrés : elle rend le prélèvement fiscal quasiment inutile, et dispense du même coup de rendre compte de l'utilisation des deniers publics. C'est d'autant plus vrai lorsque la production pétrolière

provient de l'*off shore*, où l'exploitation n'a pas de riverains ni d'impacts environnementaux apparents.

Ce qui est en cause ici, ce n'est évidemment pas la démocratie en tant que système politique, mais une conception étroite de celle-ci qui consiste à ne s'attacher qu'à la façon dont le pouvoir est acquis (élections) et non à la façon dont il est exercé. Un des enjeux essentiels pour améliorer l'efficacité de l'exploitation pétrolière en matière de développement consiste donc à insister non sur les processus électoraux, mais sur les contre pouvoirs et les moyens de contrôle du fonctionnement de la chose publique (Collier, Hoeffler 2005). Car en Afrique comme ailleurs, les contrôles améliorent l'efficacité des investissements. Ainsi, au Nigeria, le président Shangari élu en 1978 dans un contexte de clientélisme effréné entre deux coups d'Etat militaires, a revu après l'élection le contrat d'un barrage, dont le coût est passé de 120 à 600 millions de dollars. Il fallait bien récompenser l'enthousiasme de ses supporters et rembourser les frais de campagne. A l'inverse, récemment, le président Obasanjo a engagé une politique apparemment sincère de lutte contre la corruption. Des moyens de contrôle ont été mis en place, comme l'obligation pour tout projet d'investissement public de passer par des appels d'offres. Leur coût a baissé de 40% en moyenne (Collier, Hoeffler 2005).

L'amélioration de la gouvernance en contexte pétrolier passe par la transparence et le contrôle de la fiscalité, puis de l'utilisation de la rente. La faiblesse de la fiscalité est un des grands problèmes de l'Afrique. Elle concerne 10% du PIB en moyenne, contre 21% aux Etats-Unis et 35 à 45% en Europe (Smith 2004). Deux catégories de systèmes fiscaux pétroliers peuvent être distinguées (Leenhardt 2005) : des régimes libéraux d'une part, avec des prélèvements faibles pour attirer les investissements, en contexte de ressources très abondantes (Guinée Equatoriale) ou au contraire difficiles d'accès (Tchad : 28%, un des records du monde) ; des régimes rentiers d'autre part, où il s'agit pour l'Etat de prélever le plus possible (Nigeria).

En Afrique francophone, il semble qu'on assiste à une baisse de la pression fiscale, du fait de la concurrence entre Etats pour attirer les investissements et de l'augmentation des coûts d'exploitation. La croissance attendue de la production risque de se traduire par des recettes moins élevées que prévu. Dans un contexte de cours mondiaux élevés, qui attisent la demande sociale, cela milite pour une amélioration du contrôle en amont (production) et en aval (utilisation) de la rente pétrolière. La grande complexité de la fiscalité pétrolière – qui exige notamment une connaissance détaillée de chaque champ et des paramètres d'évolution de sa

production – rend nécessaire de renforcer les capacités nationales dans ce domaine, afin de faciliter les prévisions budgétaires et d'améliorer le contrôle fiscal et la transparence (Leenhardt 2005).

2/ Un mouvement d'amélioration de la gouvernance pétrolière

La fin de la guerre froide a été une période de crise pour l'Afrique. La disparition de la rente géopolitique et des démocratisations bâclées se sont traduites par de nombreux conflits (Grands lacs, RDC, Sierra Leone, Liberia, Congo Brazzaville, Angola, etc.). Ceux-ci ont souvent été alimentés par la course aux matières premières, minières ou pétrolières. Les grandes compagnies se sont accommodées de cet environnement instable, tout en jetant parfois de l'huile sur le feu. La conscience de la responsabilité des rentes minières dans ces conflits a été à l'origine de l'émergence d'un vaste mouvement international en faveur d'une amélioration de la gouvernance dans les industries extractives.

Après la dénonciation des « diamants du sang » de Sierra Leone (Brunet 2004) – les diamants ne tuent pas, mais financent armes et belligérants, tout en attisant les conflits - le rapport *A Crude Awakening*, de l'ONG britannique Global Witness (1999), a eu un grand retentissement dans la presse internationale et les milieux du développement. Il dénonce l'utilisation de la rente pétrolière en Angola pour financer la guerre, et inclut les grandes compagnies internationales dans sa dénonciation (Favennec, Copinschi, 2003). Il servira de base au lancement de l'initiative « publish what you pay » (juin 2002), portée par un collectif d'ONG sous l'égide de Global Witness. On y trouve aussi le réseau mondialisé des ONG des Eglises catholiques Caritas, où la branche américaine CRS (Catholic Relief Service) joue un rôle important. L'initiative vise à inciter les compagnies pétrolières à plus de transparence, notamment à travers la publication des sommes versées aux gouvernements.

L'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ETIE) lancée à Lancaster House en juin 2003, portée par le gouvernement britannique (le site de l'ETIE est abrité par le portail internet du DfID), vise des objectifs comparables. Les grandes compagnies européennes ont adhéré les premières. Moins par vertu intrinsèque que parce que les campagnes menées contre elles dans différents contextes – Shell au Nigeria, Elf à travers ses affaires africaines, Total en Birmanie – ont amené une prise de conscience de l'intérêt d'afficher une attitude plus responsable. Les *major*s états-uniennes, d'abord réticentes, ont

suivi le processus. A l'exception du Soudan et de la Côte d'Ivoire, tous les pays pétroliers d'Afrique y ont adhéré. Mais le degré d'engagement des pays dans le processus est évidemment très variable.

Dans l'ensemble, on observe un certain nombre d'améliorations en Afrique. Une tendance à la budgétisation totale des ressources pétrolières se dessine – c'est-à-dire que les ressources apparaissent au budget des Etats. A la faveur du projet tchado-camerounais, même le Cameroun a souscrit à cette pratique qu'il avait longtemps négligée. De même, au Nigeria et au Congo Brazzaville, le budget est préparé selon des prévisions prudentes des cours. Les surplus éventuels sont déposés sur un compte de stabilisation à la Banque centrale (Rosselini 2005). Dans ce dernier pays, l'Eglise s'est fortement investie sur la question de la transparence dans l'utilisation des revenus pétroliers, à travers une Déclaration officielle des évêques sur la question pétrolière en 2002.

Par rapport à ce contexte, la position américaine est ambiguë. Le livre blanc sur le pétrole africain de l'AOPIG (African Oil Policy Initiative Group) recommande davantage de transparence dans la déclaration des revenus pétroliers des Etats ainsi que l'élargissement des préférences douanières accordées aux Etats éligibles à l'AGOA (Sébille-Lopez 2006). L'implication de la diplomatie américaine au Soudan traduit des préoccupations pétrolières qui vont dans le sens de la paix. Enfin, la sensibilité de l'opinion publique américaine aux questions environnementales donne du pouvoir aux ONG qui dénoncent les impacts des activités pétrolière sur la nature. A travers les fonds de pension qui en sont des actionnaires importants, les *majors* états-uniennes sont amenées à intégrer ces préoccupations environnementales, du moins dans une certaine mesure. Dans le même temps, le réalisme politique s'accommode d'indulgences coupables du gouvernement américain envers des Etats peu recommandables comme la Guinée équatoriale ou l'Angola.

3/ Limites des progrès et poids du nouveau contexte

Le nouveau contexte évoqué plus haut explique en partie cette attitude. Ce n'est pas tant une concurrence euro-américaine qui est en cause que le nivellement par le bas lié à l'irruption des compagnies indépendantes et des asiatiques.

Ces nouveaux venus ont moins d'états d'âme que les *majors* états-uniennes ou européennes sur les questions d'éthique, de respect de l'environnement, des droits de l'Homme, ou de développement. La Chine s'est opposée à la condamnation du Soudan à l'ONU dans la crise du Darfour, notamment du fait de son engagement dans l'exploitation des gisements de Muglad, dont elle détient 40% des parts. Dans de nombreux pays, elle accorde des prêts à taux réduits et construit des infrastructures, contribuant ainsi au développement national. Mais elle n'impose aucune conditionnalité, et permet ainsi à ses clients de s'affranchir de celles des institutions de Bretton Woods, pour le meilleur (car cette tutelle est parfois pesante) et pour le pire (car elle comporte des gardes fous).

Ainsi, en Angola, les liens de plus en plus étroits avec la Chine ne sont guère prometteurs en matière d'amélioration de la gouvernance. La tâche est pourtant immense. Entre 1997 et 2002, le quart des recettes pétrolières (18 milliards de dollars) de l'Etat angolais aurait disparu de la comptabilité nationale sans laisser de traces (Sébille-Lopez 2006). BP aurait songé à jouer le jeu de l'ITIE, en menaçant de se retirer du pays si des progrès n'étaient pas accomplis. Mais elle a du y renoncer devant l'inertie du système angolais (Sébille-Lopez 2006).

En Côte d'Ivoire, la modeste production pétrolière – 60.000 b / j – est uniquement du ressort de compagnies indépendantes. La gestion des ressources pétrolières est d'une particulière opacité. La rente servirait principalement à alimenter une cassette présidentielle bien utile en ces temps d'incertitude pré-électorale (Sébille-Lopez 2006 : 133).

En Guinée Equatoriale, la question de la gouvernance touche à la caricature. Avant l'ère pétrolière, dans un contexte de dictature tropicale dure, l'économie s'était criminalisée pour compenser la faiblesse de la rente étatique : faux passeports diplomatiques, trafic de drogue, pavillons de complaisance assuraient la survie d'un narco-régime jouant un rôle de relais entre Europe, Afrique et Amérique latine. Le pétrole concourt à un inversement de l'image de la Guinée Equatoriale : la nature du régime ajoutait au peu d'intérêt du pays ; le pétrole permet aujourd'hui de la relativiser (Donner 2004 : 34-37). Ainsi, dans les années 1990, la compétition entre acteurs – l'Espagne et la France sont progressivement marginalisés par les Etats-Unis – amène une diminution des conditionnalités démocratiques. La Guinée est peut-être le seul pays qui n'est pas touché par l'action de la société civile en faveur d'une plus grande transparence, du fait de la nature du régime. Une communication moderne (publireportages dans Jeune Afrique, sur Air France, sur TV 5) ne parvient pas à masquer les

réalités d'une économie de prédation gérée par le président, sa famille, son clan, ni celles d'un système politique verrouillé, marqué par le culte de la personnalité et du secret (Donner 2004). Sans que les Etats-Unis s'en formalisent outre mesure.

Enfin, l'application des principes de transparence prônés par l'ITIE rencontre des difficultés. Certaines compagnies, dont Total, souhaiteraient que l'on publie des données agrégées des sommes versées aux Etats par l'ensemble des compagnies pétrolières, afin de préserver la confidentialité des contrats dans un contexte très concurrentiel. Cela limite la portée de la transparence obtenue. De plus, les compagnies nationales, assez influentes dans les principaux pays africains producteurs, ne sont pas impliquées dans le processus. Elles étaient absentes de la deuxième conférence qui s'est tenue à Londres en mars 2005.

Une question affleure à l'horizon de ce mouvement international en faveur de la gouvernance : peut-on réaliser le développement contre les Etats ? Jusqu'où doit-on aller dans l'empiètement sur les souverainetés ? Nous y reviendrons avec le cas tchadien.

C/ Entre Etat et niveaux locaux

La question pétrolière interpelle aussi en Afrique la construction territoriale des Etats. Or, celle-ci est une toile de fond indissociable des processus de développement. Plusieurs conflits à relents pétroliers exprimaient la volonté de sécession de provinces pétrolières ou une meilleure prise en compte des intérêts des zones de production face à l'Etat central. La guerre du Biafra au Nigeria (1967-69), qui fit des millions de morts, était directement liée au contrôle des zones pétrolifères du Delta. De même, la question pétrolière n'est pas sans rapport avec les conflits soudanais – qu'il s'agisse des problèmes du Sud Soudan ou du Darfour : l'enjeu réside toujours dans un meilleur accès à la rente de régions qui se perçoivent comme déshéritées, qu'elles soient productrices ou non.

Le contexte actuel, entre hausse des cours, extension des zones de prospection et de production et mouvement international en faveur d'une exploitation plus responsable des ressources pétrolières, est favorable à la montée en puissance des revendications locales. Cela vaut en Afrique comme ailleurs (Bolivie, Equateur, etc.). Le contexte géographique de l'exploitation influence beaucoup la nature de l'interaction système pétrolier / milieu d'accueil. C'est logiquement sur terre – en position littorale ou en situation d'enclavement –

que les tensions sont les plus fortes. Surtout quand les densités démographiques sont importantes.

En Angola, la concentration de l'activité pétrolière au large de l'enclave de Cabinda – qui produit environ la moitié de la rente, sans en tirer aucun bénéfice – alimente un mouvement sécessionniste ancien, aujourd'hui assez peu actif (le Front de libération de Cabinda, FLEC). Dans la petite Guinée Equatoriale, la concentration sur l'île de Malabo des principaux effets du boom pétrolier nourrit le sentiment de délaissement de Bata et de la partie continentale. Le mouvement indépendantiste Mubi (MAIB) se fait parfois entendre, mais il est peut-être aussi instrumentalisé par le régime, qui y trouve l'occasion de faire monter les enchères avec les assurances et les compagnies de sécurité (Donner 2004).

Mais c'est au Nigeria que la redistribution de la rente envahit le mieux la scène politique. Au-delà de la crise biaffraise, la compétition pour la rente n'a eu pour effet que d'émietter le gâteau national (*national cake*), sur fond de clientélisme et corruption. Elle a conduit à une rare scissiparité territoriale : de 301 gouvernements locaux (LGAs) en 1976 à 774 en 1996 ; de 3 Etats fédérés en 1960 à 36 en 1996, se partageant 250 ethnies, sur fond d'opposition Nord musulman / Sud chrétien animiste. La rente pétrolière est aujourd'hui, paradoxalement, le ciment de ce puzzle identitaire qu'elle a contribué à atomiser.

Le système de redistribution très complexe de la rente pétrolière crée de fortes tensions verticales (entre niveau fédéral, Etats fédérés et niveaux locaux) et horizontales, c'est-à-dire géographiques. Les Etats producteurs du Sud réclament l'application maximum du principe de dérivation (prime à la production), tandis que les Etats du Nord revendiquent le système dit de dichotomie, qui consiste à mettre dans un pot commun les recettes issues des gisements *off shore* (Sébille-Lopez 2005).

Durant les 40 dernières années, la région pétrolière du Delta et les niveaux locaux ont été les moins bien servis, reflétant les rapports de force géopolitiques au sein de la fédération nigériane, dominée par les militaires originaires du Nord musulman. Les gouvernements locaux touchent aujourd'hui moitié moins que les Etats fédérés, alors qu'ils exercent des compétences essentielles pour le développement (éducation, santé, développement rural).

Dans les Etats du Sud, la rente s'est évaporée entre gouverneurs corrompus et projets urbains, alors que ce sont les ruraux qui subissent les expropriations et les dégradations de l'environnement, dans un milieu côtier densément peuplé où les activités agricoles et halieutiques sont compromises (Sébille-Lopez 2005). A la fin des années 1980, des mouvements autonomistes à forte composante identitaire fleurissent en réaction à cette situation, comme le Mouvement Ogoni (MOSOP). Ils obtiennent un écho international grâce à des ONG comme Greenpeace et Human Rights Watch (Etats-Unis). Shell, compagnie historique présente dans les bouches du Niger depuis les années 1930, symbolise à elle seule le monde pétrolier et les injustices dont il est complice. Elle est la cible privilégiée d'agressions et de sabotages, qui provoquent son retrait du pays Ogoni en 1993. En représailles, le gouvernement nigérian du général Sani Abacha fait pendre l'écrivain Ken Saro Wiwa. Cet événement aura un effet dévastateur sur l'image de Shell. Il fut à l'origine de l'adoption d'une stratégie nouvelle basée sur l'engagement éthique du groupe.

Cela étant, dans le contexte démocratique actuel, la montée des revendications identitaires dans le Delta autour de l'accès aux prébendes pétrolières dépasse l'opposition entre niveau local et niveau central, entre zone de production et reste du pays. Rivalités et compétitions entre groupes du Delta sont exacerbés par la possibilité pour les communautés « impactées » de bénéficier de royalties. Certaines revendications – notamment celles du NDPVF du leader Ijaw A.A. Dokubo -, présentées dans les médias internationaux comme procédant de la défense de minorités opprimées, renvoient plutôt à des luttes entre milices pour le contrôle des juteux trafics de pétrole (évalués à 200 000 bj, soit plus de 10% de la production et 2 à 4 milliards de dollars par an) (Sébille-Lopez 2006).

Au Nigeria aussi, des progrès ont été faits en matière de transparence – notamment dans la très complexe ventilation de la rente. Sécurité et développement dans le Delta dépendront d'une amélioration de la coordination entre les différents acteurs (Etat fédéral, fédérés, LGAs, ONG, compagnies pétrolières). L'Etat fédéral a probablement un rôle majeur à jouer dans cette recherche d'équilibre.

III/ Le Tchad, modèle contrarié

Le Tchad présente un bon condensé des ambiguïtés des relations Etats-Unis Europe autour des questions pétrolières et des enjeux de développement qui y sont liés. Cet élément turbulent du « pré-carré » français en Afrique est entré en octobre 2003 dans le club des pays africains producteurs de pétrole grâce à un consortium pétrolier dirigé par des *majors* américaines. L'originalité de l'exploitation du pétrole tchadien est surtout due à un investissement important de la Banque mondiale en accompagnement d'un projet placé sous les auspices du développement durable. Mais de récents développements montrent toute la difficulté de l'exercice dans un pays qui demeure en proie à une situation structurelle de basse gouvernabilité.

A/ Une histoire pétrolière à l'image du pays : mouvementée et marquée par l'enclavement

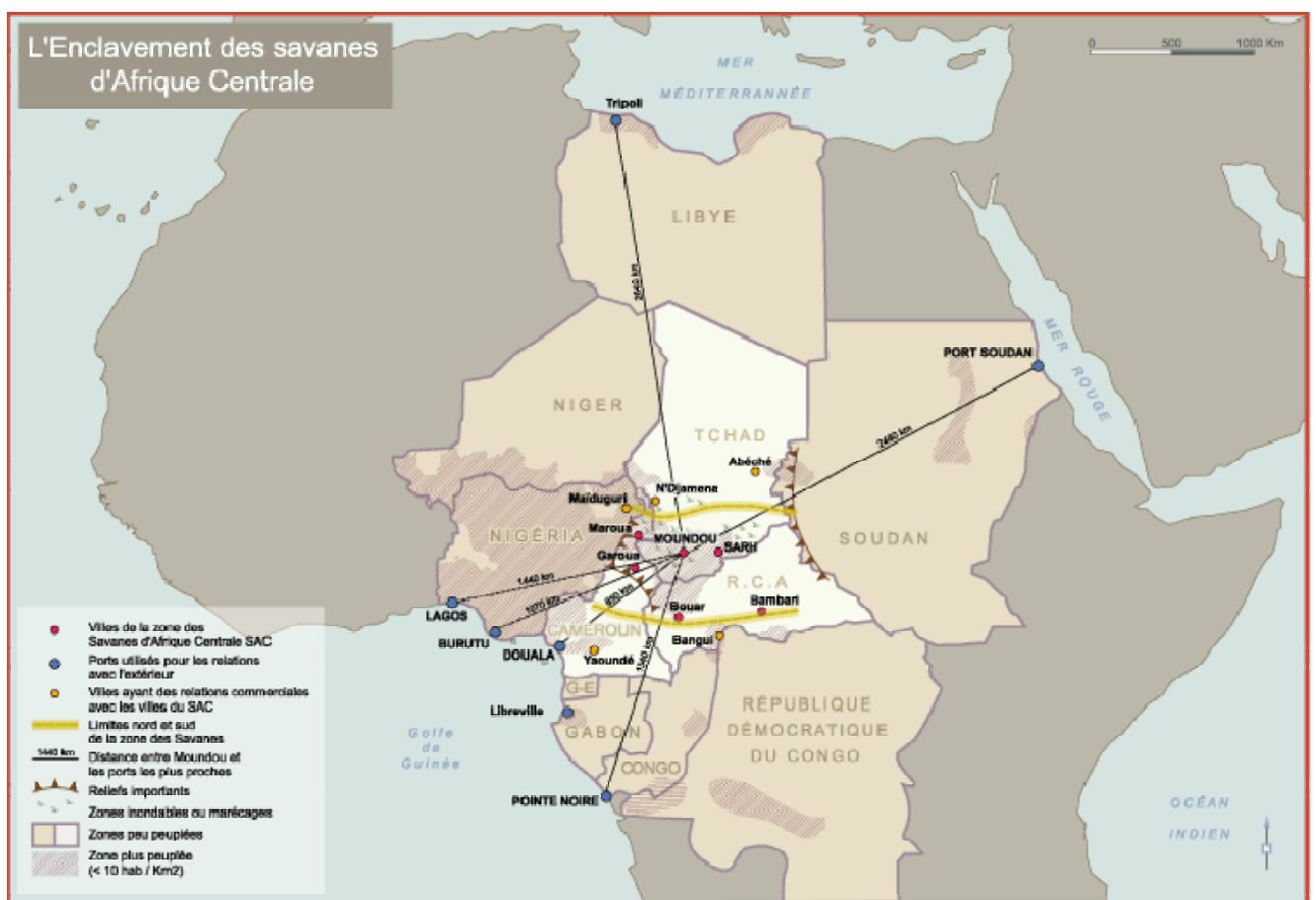
Le Tchad est un vaste pays (1.228.000km², 2,5 fois la France) peu peuplé (8,5 millions d'habitants aujourd'hui) et enclavé (le port le plus proche, Douala, est à près de 1.000km). Il est parmi les plus pauvres du monde : 173^e sur 177 au classement de l'IDH du PNUD en 2005. L'économie s'organise essentiellement autour des cultures céréalières vivrières, de l'élevage (dans la zone sahélienne) et du coton dans la zone soudanienne méridionale (voir Magrin 2001). Une des principales caractéristiques du Tchad est son instabilité politique chronique : depuis 1965 jusqu'à nos jours, des rébellions sanctuarisées sur différentes périphéries du territoire menacent périodiquement le pouvoir central de N'Djaména, et le renversent de temps en temps (1979, 1982, 1990).

Pour interpréter la situation actuelle, il faut rappeler que le Tchad occupe aussi une place particulière dans l'imaginaire militaire français. Il a été le dernier territoire à rejoindre l'empire colonial d'Afrique au début du XX^e siècle, après des affrontements contre Rabah puis les royaumes musulmans de l'Est du pays (la « pacification » n'a été achevée que vers 1920). Ces campagnes comptèrent dans la construction de l'identité de certains régiments de l'armée française (infanterie coloniale, troupes de marines ; régiment de Marche du Tchad). Il a été ensuite la première base territoriale de la France libre grâce au ralliement du gouverneur Félix Eboué au général De Gaulle en 1940. L'armée française y maintient une base

importante (dispositif Epervier) depuis qu'elle est intervenue en appui au Tchad contre la Libye au cours des années 1980.

Dans des relations franco-tchadiennes souvent tumultueuses, la question pétrolière constitue une écharde constante. En 1965, c'est un consortium américain dirigé par Conoco qui bénéficie des premiers permis d'exploration. Le président tchadien François Tombalbaye avait bien sollicité la France. Mais celle-ci n'avait pas donné suite : dans le contexte des années 1960, les gisements du Sahara algérien ou du littoral gabonais et congolais semblaient bien plus intéressants. Cette fin de non recevoir avait contribué à la détérioration des relations entre la France et le régime tchadien (Magrin 2003). En 1973 sont découverts les gisements de Doba, au sud du pays. Mais la guerre civile (1979-82) diffère leur exploitation.

Carte 5 :



Source : d'après Afago 2001

Dans les années 1980, un consortium se reconstitue, dirigé par Exxon, associé à Shell et Chevron. En 1990, Idriss Déby renverse Hissène Habré, avec l'aide de la France. Le dictateur déchu n'avait pas compris que, le mur de Berlin tombé et la menace libyenne écartée, il prenait de grands risques en rejetant le modèle démocratique recommandé par François Mitterrand à la Baule. Si la question pétrolière ne fut pas la cause directe de ce renversement, elle participa à la redistribution des cartes pétrolières qui s'opéra juste après : sous la pression de la France, Elf entre dans le consortium en 1992 en reprenant les parts de Chevron (20%).

En 1999 a lieu un second coup de théâtre : alors que les négociations battent leur plein entre le consortium, les gouvernements tchadiens et camerounais et la Banque mondiale pour préciser le projet, Elf et Shell se retirent du consortium. La faible rentabilité du projet est alors invoquée. Notre hypothèse personnelle est différente : après les déboires de Shell en pays Ogoni (1993), au moment où les démêlés judiciaires d'Elf annoncent sa fusion avec Total, la montée en puissance des oppositions de la société civile internationale et le risque géopolitique lié à l'instabilité du Tchad expliqueraient plutôt cette décision. Rappelons que la fusion d'Elf et Total s'accompagne aussi d'une prise de distance de la compagnie nationale vis-à-vis des logiques politiques françaises. Il en résulte un refroidissement des relations franco-tchadiennes. Mais un nouveau consortium est rapidement reconstitué, à forte dominante américaine cette fois, illustrant bien le nouveau contexte pétrolier : Exxon reste l'opérateur (40%), avec le malaysien Pétronas (35%) et Chevron (25%).

D'un point de vue géopolitique, la situation actuelle peut sembler cocasse : la présence militaire française contribue à la stabilité du pays au bénéfice du consortium mené par Exxon. Autrement dit, l'armée française garde des gisements américains. Mais ce raccourci est quelque peu simpliste, comme on le verra plus loin.

Le projet d'exportation tchadien met en œuvre un dispositif technique révélateur des nouveaux enjeux pétroliers : un investissement de près de 4 milliards de dollars a été réalisé pour construire un oléoduc de 1.170 km entre les 300 puits de Doba et le terminal de Kribi, équipé d'un système de collecte et de traitement autour de Komé et de 3 stations de pompage relais : le brut de Doba est en effet une huile lourde, visqueuse, dont le transport nécessite qu'elle soit chauffée. Les réserves actuelles sont d'un milliard de barils. La production doit durer 30 ans, et culminer à un niveau de 225.000 b/j.

[illegible]

39

D'après débats ont précédé l'engagement de la Banque mondiale dans ce projet controversé en juin 2000. Ils opposaient les partisans du projet – le gouvernement tchadien, le consortium, la Banque – à des organisations de la société civile internationale, vite relayée par la société civile tchadienne (voir Pétry, Bambé 2004 et Magrin 2001). Les premiers présentaient le projet comme une chance unique de sortir le pays du sous-développement. Les autres le considéraient comme un risque susceptible de reproduire les effets négatifs observés ailleurs sur le continent. En matière d'atteintes à l'environnement et aux droits des populations riveraines, de corruption et de mal développement, le Nigeria était systématiquement présenté comme un repoussoir, l'anti-modèle dont il fallait éviter de répéter l'expérience.

Ces pressions ont probablement influencé les contours du projet, sous l'égide de la Banque mondiale. L'engagement financier de celle-ci était limité. Mais pour Exxon, totalement inexpérimenté en contexte *on shore* africain, la participation de la Banque était essentielle, comme caution d'un investissement géopolitiquement très risqué. Sous l'influence de la Banque, un ensemble de mesures fut donc prises pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux du chantier dans la région de production. Exxon et les entreprises sous-traitantes comprirent l'intérêt de jouer ce jeu.

A ce sujet, la forte présence des Français et des entreprises françaises fut remarquable au moment du chantier : une bonne partie des cadres d'Esso Tchad, dont son directeur, étaient français. De même, les entreprises françaises furent fortement impliquées dans les activités de sous-traitance (Bouygues pour les routes, Cegelec pour la centrale thermique, Schlumberger, Eurest pour l'approvisionnement des bases, etc.). Elles sont parmi les principales bénéficiaires des retombées indirectes de l'ère pétrolière, à travers les taux de remplissage très augmentés des hôtels du groupe Accor (Méridien et Novotel) ou des avions d'Air France, mis au rythme des besoins d'Exxon.

Pour en revenir à l'exemplarité recherchée du projet pétrolier tchadien, sa disposition phare fut la loi n°1 de 1999 portant gestion des revenus pétroliers. Inspirée du modèle norvégien et unique en Afrique, cette loi prévoit d'épargner 10% des recettes dans une institution financière internationale au profit des générations futures, et de ventiler les 90% restant en accordant une faible part aux dépenses ordinaires de l'Etat (15%), une grande part (80%) à 5 secteurs prioritaires (éducation, santé, infrastructures, développement rural, environnement) et

5% à la région productrice du Logone oriental. Un collège de contrôle des revenus pétroliers (le CCSRP, Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers) est mis en place, où la société civile est fortement représentée.

L'ère pétrolière s'inaugure sous le signe de la déception. Dans la région pétrolière, toutes les mesures d'accompagnement prises ne purent éviter un grand ressentiment, reflet de l'énorme décalage entre la puissance économique et technologique du consortium et les capacités des sociétés rurales riveraines des zones de travaux à bénéficier des retombées du chantier. Les désillusions furent aussi à la hauteur des espoirs démesurés qui avaient été mis dans les opportunités pétrolières – l'or noir, comme le métal précieux, étant propice à tous les mythes d'enrichissement rapide (Magrin 2003, Tulipe 2004). Or, les retombées directes sont très faibles après la phase du chantier. L'emploi direct tombe de 20.000 postes à quelques centaines, et les savanes cotonnières apprennent à cohabiter avec le corps étranger que représente le complexe pétrolier (Magrin, van Vliet 2005).

Photo 2 : Champs de pétrole de Komé superposés à l'ancien damier cotonnier

Cliché : G. Magrin



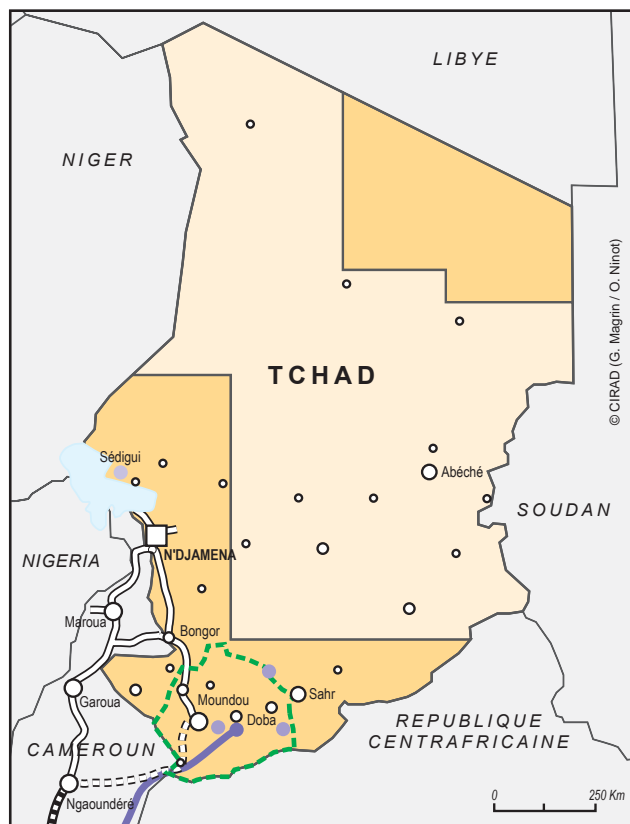
A l'échelle nationale, la déception est comparable. L'exportation du premier baril correspond à la fin du chantier : les effets directs les plus importants en termes d'emploi et d'opportunités d'affaires s'évanouissent rapidement au moment où culmine les attentes populaires. Trois raisons principales rendent compte de ce décalage avec les rêves qu'avaient nourris l'or noir pour les Tchadiens. La première réside dans la modestie des revenus pétroliers. Les ressources de l'Etat étaient très faibles. Le pétrole ne les augmente que d'un tiers. Le contexte d'enclavement explique certes la faiblesse des retombées perçues par le Tchad (environ 12,5% du montant du baril exporté). Mais cette modestie tient bien plus encore à l'asymétrie des relations entre un gouvernement tchadien peu doté en ressources humaines spécialisées, pressé de voir exploiter son pétrole, et la plus grande entreprise mondiale, Exxon, dont le chiffre d'affaires en 2005 est d'environ 240 milliards de dollars, soit 24 fois plus que le PIB du Tchad (10 milliards de dollars) ou 300 fois le budget de l'Etat (environ 400 milliards de Fcfa)³.

La seconde exprime une contradiction tristement banale dans l'Afrique pétrolière. L'exportation de pétrole cohabite avec une situation énergétique structurellement désastreuse. La compagnie nationale STEE peine à satisfaire, au mieux plus de quelques heures par jour, les besoins des 4 ou 5 villes principales, seules à être électrifiées. Les effets de l'enclavement (dépendance des raffineries nigérianes) sont aggravés par sa mauvaise gestion pour expliquer son incurie. L'exploitation d'un petit gisement situé au nord du lac Tchad, à Sédigui, avait été envisagé à la fin des années 1990 avant la dissolution du consortium pour alimenter N'Djaména en électricité. Esso a profité de la situation de force où le plaçait la nouvelle situation pour dissocier les deux projets. Celui de Sédigui, confié à un affairiste soudanais sans expérience pétrolière, s'est enlisé rapidement. Au Sud, le gaz produit à Doba est torché. Le pétrole convient parfaitement à l'alimentation de la centrale électrique qui alimente le système d'exportation. Une turbine supplémentaire suffirait à l'approvisionnement électrique de l'ensemble du Sud tchadien. Mais, là encore, le rapport de force entre le consortium pétrolier et le gouvernement tchadien n'est pas favorable à une semblable renégociation du contrat.

Carte 7 (CIRAD, 2005)

³ Le résultat net d'Esso en 2005 est de 25 milliards de dollars : 2,5 fois le PIB tchadien, ou 30 fois le budget de l'Etat...

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'EXPLOITATION PETROLIERE AU TCHAD ET DANS LA ZONE PDR



carte n° 22 a

- Zones d'exploration
- Champs pétroliers exploités
- Champs pétroliers prochainement exploités
- Champs pétroliers dont l'exploitation est en projet
- Oléoduc existant
- Oléoduc en projet

Source : d'après Gary et Reisch, Le pétrole tchadien : miracle ou mirage ? CRS, BIC, 2004

carte n° 22 b



Source : d'après ESSO.

La troisième raison relève des difficultés de mise en œuvre par l'Etat des dépenses prévues (Massuyeau, Dorbeau-Falchier 2005) : l'administration tchadienne, affaiblie par 20 ans d'ajustement structurel et de dérives politiques, éprouve les plus grandes difficultés à concevoir, planifier et réaliser les projets permettant de dépenser ces recettes additionnelles. Le déplacement de la corruption vers l'aval, malgré le travail intéressant effectué par le collège de contrôle, explique aussi la faible visibilité des réalisations.

C/ Rebondissements et perspectives

Fin 2005, le gouvernement tchadien décide de modifier la loi n°1 de 1999. Le fonds pour les générations futures est supprimé au profit du budget courant de l'Etat, et la liste des domaines prioritaires est élargie à l'administration du territoire et à la sécurité - c'est-à-dire à l'achat d'armes pour faire face aux rébellions qui menacent la survie du régime. Cette modification provoque aussitôt une crise avec la Banque mondiale, qui suspend la plupart de ses actions dans le pays.

Les médias internationaux et un certain nombre d'ONG, sceptiques depuis le début quant aux chances du projet pétrolier d'améliorer la gouvernance au Tchad, lisent dans ce changement la confirmation de leurs inquiétudes. L'Etat tchadien dévoilerait ainsi simplement le vrai visage d'un régime clanique et corrompu, aux abois face à des rebellions de plus en plus pressantes.

Sans sous-estimer la profonde crise du gouvernement qui ne cesse de s'aggraver au Tchad depuis des années, sans idéaliser non plus un régime sur lequel plus personne ne se fait guère d'illusion, on peut néanmoins proposer une mise en perspective différente de cette modification.

Dans un pays pauvre comme le Tchad, où les besoins du présent sont immenses, le fonds pour les générations futures semblait difficile à justifier. Jusqu'ici, seule la Norvège, pays le plus développé du monde selon l'IDH, disposait d'une telle réserve, destinée à financer ses retraites. De plus, les prospections actives menées à travers le pays – qui se traduisent d'ores et déjà par la mise en production de nouveaux champs à Nya, Moundouli (2006) et Maikeri (2007) – promettent d'allonger la durée d'exploitation au-delà des 30 années initialement prévues.

Par ailleurs, un des facteurs de la remise en cause de la loi résidait dans sa rigidité. Elle contribuait en effet à créer une situation insupportable pour le gouvernement. Ainsi, en 2004-2005, on observait à la fois des arriérés de salaire dans la fonction publique et en même temps une incapacité à dépenser ce qui était prévu en matière de recettes pétrolières. Le problème naît de la pré-affectation des revenus : les 80% des recettes pétrolières devaient servir à des dépenses additionnelles dans les secteurs prioritaires : il était impossible de les utiliser pour un problème de trésorerie passager (en l'occurrence, la suspension de l'assistance du FMI en 2004, qui provoquait l'arrêt de l'aide budgétaire des autres bailleurs...) ou pour subventionner la filière cotonnière. Dans un contexte très difficile caractérisé par l'après chantier, la proximité des élections et la pression des rébellions (dont une colonne venue du Soudan arrive aux portes de N'Djaména mi avril 2006), ces dispositions devenaient insupportables.

Après les plans d'ajustement structurels, ce projet tchadien semble s'inscrire dans un processus de mise sous contrôle de la gouvernance des Etats faibles. Il n'était pas étonnant que la double asymétrie créée par une relation du faible aux forts (consortium et Banque mondiale) et l'importation de modèles de gouvernement (de Norvège) suscite des réactions (Véron 2005).

Finalement, 6 ans après son entrée dans l'ère pétrolière, le Tchad se trouve aujourd'hui dans une situation extrêmement difficile. Le pétrole n'a pas créé la crise de l'Etat. Mais il n'a en rien contribué à la résoudre. Légitimité du pouvoir et gouvernance n'ont pas connu les progrès escomptés. Dans ces conditions, le projet pétrolier pourrait-il encore permettre de dépasser le cercle vicieux où le Tchad est englué ? Quel rôle les acteurs extérieurs peuvent-ils jouer en ce sens ?

Le manque de transparence dans les relations Etat / consortium est un problème majeur, malgré l'ITIE, à laquelle le Tchad a adhéré : on ne connaît pas précisément la clé de répartition des revenus pétroliers entre l'Etat et le consortium, et encore moins son adaptation aux évolutions des cours ou de la production. Cela alimente les frustrations de l'opinion dans un contexte de hausse des prix au niveau mondial. Néanmoins, le projet pétrolier a ouvert des perspectives en matière de gouvernance qui ne doivent pas être sous-estimées, à travers les dynamiques d'apprentissages de la société civile impliquée dans le plaidoyer, ou encore la possibilité qui s'ouvre de mener à nouveau des politiques publiques. Cela souligne le besoin

de renforcer les capacités de médiation et de négociation entre gouvernement, société civile et consortium.

Les Etats-Unis et la France ont contribué à atténuer la crise qu'a connue le Tchad en avril mai 2006. Les premiers ont joué un rôle de médiateur entre le gouvernement tchadien et la Banque mondiale, permettant la reprise des programmes de celle-ci, en échange d'assurances selon lesquelles les recettes pétrolières seraient affectées en priorité à la lutte contre la pauvreté et non à l'achat d'armes. La France a empêché le succès de la colonne rebelle, en parvenant, de justesse, à ne pas s'engager directement. Mais ces efforts convergents ne comportent aucune garantie pour l'avenir. Les suggestions de Donald Yamamoto (sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines) ne surent convaincre Idriss Déby de renoncer à organiser début mai des élections boycottées par toute l'opposition, qui ne confortent en rien la légitimité du pouvoir. De même, les encouragements de l'Union européenne et de la France à une reprise du dialogue politique au Tchad semblent bien dérisoires pour résoudre une crise de l'Etat et du pouvoir aussi profonde.

Une nouvelle fois, face à l'ampleur des problèmes, le contexte créé par l'exploitation pétrolière ouvre un espace étroit mais précieux de renforcement des contre-pouvoirs, qui seul permettra d'améliorer gouvernance et légitimité de l'Etat. Toute la difficulté pour les partenaires extérieurs (la Banque mondiale, la France, les Etats-Unis, l'Union européenne) - qui ont tous le même intérêt à l'amélioration de la situation du Tchad - consiste à appuyer efficacement la montée en puissance de tels contre-pouvoirs, sans pour autant empiéter de façon contreproductive sur la souveraineté nationale. Car la question est complexe, et conduit sur ce fil du rasoir des relations de l'Afrique avec ses « partenaires » : peut-on réaliser le développement contre les Etats ? Jusqu'où peut-on faire fi des souverainetés ?

Conclusion

A l'issue de ces réflexions, les enjeux pétroliers pour le développement de l'Afrique semblent se concentrer dans deux directions principales : la gouvernance et l'accès à l'énergie.

Concernant la gouvernance, l'amélioration de la transparence dans la déclaration des recettes pétrolières des Etats est importante, mais difficile à obtenir et peut-être pas suffisante. On pourrait en dire autant de l'affectation prioritaire de la rente à des investissements publics dans des secteurs prioritaires (éducation, santé, infrastructures, développement rural, environnement ; mais aussi énergie, justice). L'efficacité des revenus pétroliers ne pourra être augmentée que moyennant la montée en puissance de contre pouvoirs et de moyens de contrôle, où la société civile sera appelée à jouer un rôle important. La légitimité des Etats comme la naissance de démocraties viables en dépendent bien davantage que de l'organisation des seules joutes électorales. L'amélioration de la gouvernance passera notamment par une réduction des asymétries entre Etat, société civile, populations riveraines des zones d'exploitation et compagnies pétrolières.

La recherche pourrait accompagner ces objectifs, en aidant à mieux comprendre les relations entre compagnies pétrolières, Etats, populations et société civile, ainsi que par la mise en place d'un réseau de recherche action sur les industries extractives, qui permettrait de dépasser l'opposition souvent peu productive entre compagnies pétrolières, Etats et société civile.

La question de l'accès à l'énergie des pays africains, qu'ils soient ou non producteurs d'hydrocarbures, n'est pas perçue comme prioritaire autant qu'elle le mériterait. La situation actuelle, où les besoins restent largement satisfaits par les énergies traditionnelles (bois, charbon), n'est pas écologiquement viable partout, dans un contexte de forte croissance démographique et urbaine. Elle constitue aussi un blocage considérable en terme de développement. Il serait souhaitable que tous les nouveaux projets pétroliers ou gaziers intègrent la satisfaction des besoins énergétiques locaux, nationaux ou sous-régionaux (dans le cadre de l'initiative PPTE ou dans d'autres contextes). Devant l'ampleur des enjeux économiques et écologiques, en plus d'investissements accrus dans les énergies renouvelables (solaire), on peut aussi se demander pourquoi le développement du nucléaire en Afrique (avec l'ONU, l'AIEA) devrait continuer à relever de l'utopie.

Quid de l'Europe et des Etats-Unis par rapports à ces enjeux ? L'histoire a produit un renversement de leurs rapports au pétrole africain, si bien qu'ils ne semblent aujourd'hui guère concurrents sur ce terrain là. Les compagnies européennes sont moins liées que par le passé à la politique de leur pays d'origine, quand les compagnies américaines servent une politique nationale globale d'élargissement des marchés qui ne se limite pas à elles. Les *majors* des deux côtés de l'Atlantique sont aujourd'hui plus soucieuses de leur image et des impacts sociaux et environnementaux de leurs interventions. Mais les luttes d'influence qu'elles se livrent sont pimentées par l'irruption massive de nouveaux acteurs, notamment asiatiques.

Les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis en matière de stabilité, de développement et de démocratie en Afrique peuvent aussi converger : aucun n'a intérêt à ce que l'Afrique sombre davantage dans le chaos. Mais leurs priorités dans ce domaine peuvent varier, et avec elles la nature et l'ampleur de leurs engagements. Les Etats-Unis peuvent être tentés de se contenter d'un certain *statut quo*, du moment que l'accès à la réserve stratégique de matières premières (pétrolière et autres) de l'Afrique demeure accessible, et que le terrorisme y demeure sous contrôle. Le contexte de compétition pétrolière risque aussi de créer une contradiction entre leurs principes (soutien à la démocratie, au développement) et leurs intérêts. Il n'est pas sûr que la superpuissance mondiale arbitre toujours spontanément en faveur des premiers.

Mais la géographie ne permet pas à l'Europe d'oublier la solidarité de destin qui la lie à l'Afrique : l'ampleur de la pression migratoire donne la mesure de la dégradation du tissu politico-économique africain, et rend indispensable d'inverser la tendance. Or, on l'a vu, les différentes dimensions de la question énergétique sont un facteur déterminant, parmi d'autres (au premier rang desquels je placerais l'éducation), du développement. Du point de vue français, deux enjeux emboîtés peuvent ainsi être identifiés : contribuer à la redéfinition d'une politique africaine à l'échelle européenne, probablement à partir du couple franco-britannique – le plus impliqué en Afrique ainsi que dans les questions pétrolières. Puis l'utiliser pour peser sur les arbitrages internes aux Etats-Unis, afin que leurs stratégies énergétiques (publiques et privées) contribuent mieux au développement de l'Afrique. Dans le domaine pétrolier comme pour les autres ressources naturelles, ce rapprochement pourrait notamment se donner comme objectif d'infléchir le comportement de la Chine, pour l'intégrer dans la dynamique d'amélioration de la gouvernance au service du développement.

Sigles :

| | |
|-------|---|
| AGOA | African Growth and Opportunity Act |
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique |
| AOPIG | African Oil Policy Initiative Group |
| APD | Aide publique au développement |
| BP | British Petroleum |
| CCSRP | Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers |
| CIRAD | Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement |
| CRS | Catholic Relief Service |
| DfID | Department for International Development |
| EITI | Extractive Industries Transparency Initiative (ITIE en français) |
| FLEC | Front de libération de l'enclave de Cabinda |
| FMI | Fonds monétaire international |
| GBF | Groupe des belles feuilles |
| IASPS | Institute for Advanced Strategic and Political Studies |
| IDH | Indicateur du développement humain |
| ITIE | Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI en anglais) |
| LGAs | Local Government Authorities |
| NEP | National Energy Policy |
| NNPC | Nigerian National Petroleum Company |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des nations unies |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| PDR | Plan de développement régional |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PNUD | Programme des nations unies pour le développement |
| PPTE | Pays pauvres très endettés |
| RDC | République démocratique du Congo |
| SNPC | Société nationale des pétroles du Congo |
| SPAEF | Société des pétroles d'Afrique Equatoriale Française |
| SPAFE | Société des pétroles d'Afrique Equatoriale |
| TSGL | Trans-saharian Gas Pipeline |

Bibliographie :

- Agir ici Survie, 1999. *Projet pétrolier Tchad – Cameroun. Dés pipés sur le pipe-line*, Dossiers noirs de la politique africaine de la France n°13, Paris, L'Harmattan, 63p.
- Bayart J.F., 1989. *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris, Fayard.
- Atenga T., 2003. « Gabon. Apprendre à vivre sans pétrole », *Politique africaine* n° 92 : 117-128.
- Boissenin R., 2003. « Le Millennium Challenge Account, évolution ou révolution dans l'aide publique au développement des Etats-Unis ? », *Afrique contemporaine* n°207 : 25-40.
- Brunet R., 2003, *Le diamant. Un monde en révolution*, Paris, Belin, 416p.
- Chevalier J.M., 2005. « L'Afrique et le pétrole. Entre malédiction des importations et malédiction des exportations », *Afrique contemporaine* n°216 : 57-64.
- CIRAD, 2005. *Plan de développement régional de la zone pétrolière*, CTNSC., rapport définitif, juin 2005, 117p. + annexes et cahier des cartes.
- Collier P., Hoeffler A., 2005. « Démocraties pétrolières », *Afrique contemporaine* n°216 : 107-123.
- Copinschi Ph., Noël P., 2005. « L'Afrique dans la géopolitique mondiale du pétrole », *Afrique contemporaine* n°216 : 29-42.
- Donner N., 2004. *Naphte et dynamiques territoriales en Guinée Equatoriale*, mémoire de DEA de géographie de l'université de Paris I, 103p.
- Favennec J.P. et Copinschi Ph., 2003, « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine* n° 89 : 127-148.
- Gary I., Reisch N., 2004. *Le pétrole tchadien : miracle ou mirage ? Suivre l'argent au dernier-né des pétro-Etats d'Afrique*, Catholic relief service, Bank information center, décembre 2004, 118p.
- Gary I., Karl Terry Lynn, 2003. *Le fond du baril. Boom pétrolier et pauvreté en Afrique*, CRS, 102p.
- Gaulme F., 2003. « Le sursaut africain du New labour », *Afrique contemporaine* n° 207 : 71-97.
- Glaser A., Smith S., 2005. *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy.

- Jacquet P., 2005, « Pétrole maudit », *Le Monde*, 20 septembre.
- Lafargue F., 2005. « Etats-Unis, Inde, Chine : rivalités pétrolières en Afrique », *Afrique contemporaine* n°216 : 43-56.
- Latreille T., 2003. « Les relations commerciales Etats-Unis / Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ? », *Afrique contemporaine* n°207 : 41-58.
- Leenhardt B., 2005. « Fiscalité pétrolière au Sud du Sahara », *Afrique contemporaine* n°216 : 65-86.
- Leriche F., 2003. « La politique africaine des Etats-Unis : une mise en perspective », *Afrique contemporaine* n°207 : 7-23.
- Magrin G, van Vliet G., 2005. « Greffe pétrolière et dynamiques territoriales : l'exemple de l'on shore tchadien », *Afrique contemporaine*, n°216 : 87-105.
- Magrin G., 2003. *Les enjeux d'un enrichissement pétrolier en Afrique centrale. Le cas du Tchad*, Paris, Grafigéo n°22, coll. mémoires et documents de l'U.M.R. PRODIG, 93p.
- Magrin G., 2001. *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, St Maur des Fossés, Sépia-Cirad, 427p. Prix Albert Bernard de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer 2002.
- Massuyeau B., Dorbeau-Falchier D., 2005. « Gouvernance pétrolière au Tchad. La loi de gestion des revenus », *Afrique contemporaine* n°216 : 139-156.
- Péan P., 1983. *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 341 p.
- Pétry M., Bambé N., 2004. *Le pétrole du Tchad. Rêve ou cauchemar pour les populations ?*, Paris, Karthala (Brot für die Welt, Cordaid, Oxfam, Mesereor, Swissaid), 415p.
- Pourtier R., 2005. « Comment maximiser l'impact de l'industrie pétrolière sur le développement des pays de l'Afrique centrale », INICA, synthèse de l'atelier tripartite de Brazzaville (13-14 juillet 2005).
- Pourtier R., Magrin G., 2005. *L'exploitation pétrolière en Afrique entre réseaux et territoires*, Festival International de Géographie de Saint Dié, 15p.
- Pourtier R., 2003. « Nouvelle donne pétro-politique au sud du Sahara », avant propos de Magrin G., *Les enjeux d'un enrichissement pétrolier en Afrique centrale. Le cas du Tchad*, Paris, Grafigéo n°22, coll. mémoires et documents de l'U.M.R. PRODIG : 11-17.

Pourtier R., 1998. « Les raisons d'une guerre 'incivile' », *Congo-Brazzaville entre guerre et paix, Afrique contemporaine* n° 186 : 7-32.

Sébille-Lopez Ph., 2006. *Géopolitiques du pétrole*, Paris, Armand Colin, 479p.

Sébille-Lopez Ph., 2005. « Les hydrocarbures au Nigeria et la redistribution de la rente pétrolière », *Afrique contemporaine* n°216 : 157-181.

Smith S., 2003. *Négrologie, Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy.

Tulipe S., 2004. « Le bassin tchadien à l'épreuve de l'or noir : réflexions sur la nouvelle donne « pétro-politique » en Afrique centrale », *Politique africaine* n°94, pp 59-81.

Véron J.B., 2005. « Editorial », *Afrique contemporaine* n°216. Dossier « Le pétrole en Afrique » : 5-7.

Sites internet

Banque mondiale (Projet Tchad Cameroun) : www.worldbank.org/afr/ccproj/

Catholique Relief Service : www.crs.org

Department for International Development (DfID) : www.dfid.gov.uk

Esso Tchad : www.essochad.com

Groupe international consultatif (Projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad Cameroun) : www.gic-iag.org

Initiative pour la transparence dans les industries extractives : www.eitransparency.org

Publiez ce que vous payez : www.publishwhatyoupay.org